

DIARIO OFFICIAL

REPUBLICA FEDERAL

ORDEM E PROGRESSO

ANNO XXXI—4.º DA REPUBLICA — N 275

CAPITAL FEDERAL

DOMINGO, 9 DE OUTUBRO DE 1892

SUMMARIO

ACTOS DO PODER EXECUTIVO:

Decreto n. 1.071 de 5 de outubro de 1892—
Da nova organização ao commando superior da guarda nacional da comarca de Franca, Estado de S. Paulo.

Union Postale Universelle.

Decretos de 6 e 7 do corrente (Ministerios do Interior e da Justiça.)

SECRETARIAS DE ESTADO:

EXPEDIENTE do Ministerio do Interior do dia 7 e actos de 7 e 8 do corrente.

EXPEDIENTE do Ministerio da Justiça do dia 6 e actos de 8 do corrente.

EXPEDIENTE do Ministerio da Fazenda do dia 5 e actos de 8 do corrente.

EXPEDIENTE do Ministerio da Marinha do dia 6 do corrente.

EXPEDIENTE do Ministerio da Guerra do dia 7 do corrente e actos da mesma data.

EXPEDIENTE do Ministerio da Agricultura, Commercio e Obras Publicas do dia 8 e actos de 8 corrente.

EXPEDIENTE do Ministerio da Instrução Publica, Correios e Telegraphos dos dias 21 a 29 de setembro ultimo e actos de 8 do corrente.

RENDAS PUBLICAS—Alfandega da Capital Federal—Recebedoria:

NOTICIARIO.

EDITAES E AVISOS.

SOCIEDADES ANONYMAS.

PATENTES DE INVENÇÃO.

ANNUNCIOS DIVERSOS.

ACTOS DO PODER EXECUTIVO

DECRETO N. 1071—DE 5 DE OUTUBRO DE 1892

Da nova organização ao commando superior da Guarda Nacional da comarca da Franca, no estado de S. Paulo.

O Vice-Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brazil resolve decretar:

Art. 1.º O commando superior da Guarda Nacional da comarca da Franca, no estado de S. Paulo, se comporá dos actuaes 42.º, 56.º, 57.º batalhões de infantaria, 16.º batalhão da reserva, reduzidos a quatro companhias cada um, e mais um batalhão de infantaria também com quatro companhias e a designação de 154.º e um regimento de cavallaria com igual numero de esquadroes e a designação de 61.º, ora creados; os quaes se organizarão com os guardas qual fic dos nos districtos da mesma comarca.

Art. 2.º Revogam-se as disposições em contrario.

Capital Federal, 5 de outubro de 1892, 4.º da Republica.

FLORIANO PEIXOTO.

Fernando Lobo,

Union Postale Universelle

(Continuado do n. 274)

V

REGLEMENT DE DETAIL ET D'ORDRE

Pour l'exécution de l'arrangement, concernant l'échange des lettres et des boites avec valeur déclarée

Conclu entre l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, la République de Costa-Rica, le Danemark et les colonies danoises, l'Egypte, l'Espagne, la France et les colonies françaises, l'Italie, la République de Libéria, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et les colonies portugaises, La Roumanie, la Russie, le Salvador, la Serbie, la Suède, la Suisse, la Régence de Tunis et la Turquie.

Les soussignés, vu l'article 19 de la Convention principale et l'article 15 de l'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boites avec valeur déclarée, ont au nom de leurs Administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes pour assurer l'exécution dudit Règlement.

I

1.—Les Administrations postales des pays adhérents qui entretiennent des services maritimes réguliers utilisés pour le transport des correspondances ordinaires, dans le ressort de l'Union, désignent aux Offices des autres pays adhérents ceux de ces services qui peuvent être affectés au transport des lettres et des boites contenant des valeurs déclarées, avec garantie de responsabilité.

2.—Les Administrations des pays contractants se notifient mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle A ci-annexé, savoir:

1.º, la nomenclature des pays par rapport auxquelles elles peuvent respectivement servir d'intermédiaires pour le transport des lettres et des boites de valeur déclarée;

2.º, les voies ouvertes à l'acheminement desdits envois, à partir de leur entrée sur les territoires ou dans leurs services;

3.º, le montant, pour chaque destination, des sommes à leur bonifier, à titre de frais de transport, par l'Office qui le transmet des boites;

4.º, le montant des droits d'assurance qui doivent leur être également bonifiés pour chaque destination, par l'Office qui leur livre des lettres ou des boites à decouvert.

3.—Des Administrations des pays hors d'Europe et l'Office ottoman ont la faculté de restreindre à certains bureaux la service des envois avec valeur déclarée. Des Administrations qui usent de cette faculté doivent notifier, aux autres Offices participants, la liste de deux de leurs bureaux à destinations desquels il peut être admis des envois avec valeur déclarée.

4.—Au moyen des tableaux A reçu de ses correspondants, chaque Administration determine les voies à employer pour la transmission de ses valeurs déclarées et les droits à percevoir sur les expéditeurs d'après les conditions dans lesquelles s'effectue le transport intermédiaire.

5.—Chaque Administration doit faire connaître directement, au premier Office intermédiaire, quels sont les pays pour lesquels

elle se propose de lui livrer à decouvert des lettres et des boites contenant des valeurs déclarées.

II

1.—Les lettres contenant des valeurs déclarées ne peuvent être admises que sous une enveloppe fermée au moyen de cachets en cire fine, espacés, reproduisant un signe particulier et appliquées en nombre suffisant pour retenir tous les plis d'enveloppe. Il est interdit d'employer des enveloppes à bords colorés.

2.—Chaque lettre doit, d'ailleurs, être conditionnée de manière qu'il ne puisse être porté atteinte à son contenu sans endommager extérieurement et visiblement l'enveloppe ou les cachets.

3.—Les timbres-poste employés à l'affranchissement doivent être espacés, afin qu'ils ne puissent servir à cacher les lésions de l'enveloppe. Ils ne doivent pas non plus être répétées sur les deux faces de l'enveloppe de manière à couvrir la bordure.

4.—Les bijoux ou objets précieux sont enfermés dans des boites en bois n'excedant pas 30 centimètres en longueur, 10 centimètres en largeur et 10 centimètres en hauteur, et dont les parois doivent avoir au moins 8 millimètres d'épaisseur.

5.—Les boites de valeur déclarée doivent être entourées d'un crois de ficelle solide, sans nœuds, en dont les deux bouts sont réunis sous un cachet en cire fine portant une empreinte particulière. Les boites sont, en outre, scellées, sur les quatre faces latérales, de cachets identiques. Les faces supérieure et inférieure doivent être recouvertes de papier blanc, pour recevoir l'adresse du destinataire, la déclaration de la valeur et l'empreinte des timbres de service.

6.—Les lettres et boites contenant des valeurs déclarées adressées sous des initiales, ou dont l'adresse est indiquée au crayon, ne sont pas admises.

III

1.—La déclaration des valeurs doit être exprimée en francs et centimes ou dans la monnaie du pays d'origine, et être inscrite par l'expéditeur sur l'adresse de l'envoi, en toutes lettres et en chiffres, sans rature ni surcharge, même approuvée.

2.—Lorsque la déclaration est formulée en une monnaie autre que la monnaie de franc, l'Office du pays d'origine est tenu d'en opérer la réduction en cette dernière monnaie, au pair, en indiquant, par de nouveaux chiffres, placés à côté ou au-dessous des chiffres représentatifs du montant de la déclaration, l'équivalent de celle-ci en francs et centimes. Cette disposition n'est pas applicable aux relations directes entre pays ayant une monnaie commune.

3.—Les boites de valeur déclarée doivent être accompagnées de déclarations en douane conformes ou analogues au modèle B ci-joint, dans les relations qui comportent l'emploi de semblables déclarations. Il appartient aux Administrations intéressées d'adresser une notification à ce sujet aux Offices correspondants, et de leur indiquer le nombre des déclarations en douane à joindre aux envois.

IV

Les dispositions de l'article 13 de la Convention principale et de l'article XXX de son Règlement de détail et d'ordre sont respectivement applicables en cas de demande, soit

de remise par exprès, soit de retrait ou de changement d'adresse d'une lettre ou boîte avec valeur déclarée.

V

Lorsque des circonstances fortuites ou les réclamations des intéressés viennent à révéler l'existence d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle insérée dans une lettre ou boîte, avis en est donné à l'Administration du pays d'origine, dans le plus bref délai possible et, le cas échéant, avec les pièces de l'enquête à l'appui.

VI

1.—Le poids exact, en grammes, de chaque lettre ou boîte contenant des valeurs déclarées doit être inscrit sur l'envoi, par l'Office d'origine à l'angle gauche supérieur de la suscription.

2.—L'envoi est, en outre, frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt et, le cas échéant, du timbre spécial en usage dans le pays d'origine pour les lettres ou boîtes contenant des valeurs déclarées.

3.—Le bureau destinataire applique, au verso, son propre timbre à la date de la réception.

VII

1.—La transmission des envois contenant des valeurs déclarées, entre pays limitrophes ou reliés entre eux, au moyen d'un service maritime direct, est effectuée par ceux des bureaux d'échange que les deux Offices correspondants désignent d'un commun accord à cet effet.

2.—Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs intermédiaires, les lettres et boîtes de valeur déclarée doivent toujours suivre la voie la plus directe et être livrés à ce convert au premier Office intermédiaire, si cet Office est à même d'assurer la transmission dans les conditions déterminées par l'article I du présent Règlement.

3.—Toutefois, est réservée aux Offices correspondants la faculté de s'entendre, soit pour échanger des valeurs déclarées en dépêches closes au moyen des services d'un ou de plusieurs pays intermédiaires participant ou non à l'Arrangement, soit pour assurer la transmission à découvrir par des voies détournées, au cas où ce mode de transmission ne comporte pas, par la voie directe, la garantie de responsabilité sur tout le parcours.

VIII

1.—Les lettres et les boîtes contenant des valeurs déclarées sont inscrites par le bureau d'échange expéditeur sur des feuilles d'envoi spéciales, conformes au modèle C annexé au présent Règlement, avec tous les détails que ces formules comportent.

2.—Elles forment avec cette feuille un ou deux paquets spéciaux qui sont ficelés et enveloppés de papier solide, plus ficelés extérieurement et cachetés à la cire fine sur tous les plis, au moyen du cachet du bureau d'échange expéditeur. Ces paquets portent pour suscription les mots «valeurs déclarées» ou «lettres de valeur déclarée» et «boîtes de valeur déclarée», avec indication, au-dessous, du poids brut en grammes. Ils doivent être insérés au centre de la dépêche.

3.—La présence ou, s'il y a lieu, l'absence de tels paquets dans une dépêche est constatée au bas du tableau n. 1 de la feuille d'avis, sous le titre «Recommandation d'office» et, suivant le cas, par une note ainsi conçue: «Un paquet de valeurs déclarées, un paquet de lettres de valeur déclarée, un paquet de boîtes de valeur déclarée pesant... grammes»; ou bien «Pas de valeurs déclarées à expédier».

4.—Le paquet ou les paquets de valeur déclarée sont réunis par un crisé de ficelle au paquet des objets recommandés; à ces paquets réunis est attachée extérieurement l'enveloppe spéciale renfermant la feuille d'avis.

5.—Toutes les fois qu'un des deux Offices correspondants réclame la séparation,

les boîtes de valeur déclarée doivent être décrites sur des formules C distinctes et être emballées séparément. En pareil cas, les paquets ou sacs renfermant les deux catégories d'envois de valeur déclarée sont réunis au paquet ou sac des objets recommandés.

6.—Les avis de réception des envois de valeur déclarée sont traités conformément aux dispositions des articles IX et XI du Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la Convention principale.

7.—Les dispositions du présent article peuvent être modifiées d'un commun accord entre deux Offices correspondants, dans les relations où ces dispositions seraient incompatibles avec le régime particulier de l'un d'eux.

IX

1.—A la réception d'un paquet de valeur déclarée, le bureau d'échange destinataire commence par rechercher si ce paquet ne présente aucune irrégularité, soit dans son état ou sa confection extérieure, soit dans l'accomplissement des formalités auxquelles la transmission est soumise par l'article précédent. Il vérifie également le poids brut du paquet.

2.—Ce bureau procède ensuite à la vérification particulière des envois contenant des valeurs déclarées et, s'il y a lieu, à la constatation des manquants ou autres irrégularités, ainsi qu'à la rectification des feuilles d'envoi, en se conformant aux règles tracées pour les objets recommandés par l'article XIV du Règlement de détail et d'ordre de la Convention principale.

3.—La constatation soit d'un manquant, soit d'une altération ou irrégularité de nature à engager la responsabilité des Administrations respectives, est opérée au moyen d'un procès-verbal qui est transmis, accompagné des enveloppes, ficelles et cachets du paquet, à l'Administration centrale du pays auquel appartient le bureau d'échange destinataire. Un double de ce document est en même temps adressé, sous recommandation d'Office, à l'Administration centrale à laquelle ressortit le bureau d'échange expéditeur, indépendamment du bulletin de vérification à transmettre immédiatement à ce bureau.

4.—Sans préjudice de l'application des dispositions du § 3, le bureau d'échange qui reçoit d'un bureau correspondant un envoi insuffisamment emballé ou avarié doit y donner cours après l'avoir emballé de nouveau, s'il y a lieu, en conservant autant que possible l'emballage primitif. En pareil cas, le poids de l'envoi doit être constaté avant et après le nouvel emballage.

X

1.—Les lettres et les boîtes de valeur déclarée réexpédiées par suite de fausse direction sont acheminées sur leur destination par la voie la plus rapide dont peut disposer l'Office réexpéditeur.

Lorsque la réexpédition entraîne restitution des envois de l'espèce à l'Office expéditeur, les bonifications inscrites à la feuille d'envoi de cet Office sont annulées et le bureau d'échange réexpéditeur livre ces envois pour mémoire à son correspondant, après avoir signalé l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans le cas contraire, et si les droits bonifiés à l'Office réexpéditeur sont insuffisants pour couvrir sa part de ces droits et les frais de réexpédition qui lui incombent, il se crédite de la différence en forçant la somme inscrite à son avoir sur la feuille d'envoi du bureau d'échange expéditeur. Le motif de cette rectification est notifié audit bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2.—Les lettres et boîtes de valeur déclarée réexpédiées, par suite de changement de résidence des destinataires, sur un des pays contractants, sont frappées du timbre T par l'Office réexpéditeur et grevées à la charge du destinataire, par l'Office distributeur, d'une taxe représentant le droit revenant à ce dernier Office et, s'il y a lieu, à chacun des Offices intermédiaires.

Dans ce dernier cas, le premier Office intermédiaire qui reçoit une valeur déclarée réexpédiée se crédite du montant de son droit vis-à-vis de l'Office auquel il livre cet envoi, et ce dernier, à son tour, s'il n'est lui-même qu'un intermédiaire, répète sur l'Office suivant son propre droit cumulé avec celui dont il a tenu compte à l'Office précédent. La même opération se poursuit dans les rapports entre les différents Offices participant au transport jusqu'à ce que l'envoi parvienne à l'Office distributeur.

Toutefois, si les droits exigibles pour le parcours ultérieur d'un envoi réexpédié sont acquittés au moment de la réexpédition, cet envoi est traité comme s'il était adressé directement au pays réexpéditeur dans le pays de destination, et remis sans taxe au destinataire.

3.—Toute lettre ou boîte de valeur déclarée dont le destinataire est parti pour un pays non participant au présent Arrangement est renvoyée immédiatement en rebut au pays d'origine, pour être rendue à l'expéditeur, à moins que l'Office de la première destination ne soit en mesure de la faire parvenir.

4.—Les envois de valeur déclarée qui sont tombés en rebut, pour quelque cause que ce soit, sont réciproquement renvoyés aussitôt après leur mise en rebut et par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs. Ces envois sont inscrits pour mémoire sur la feuille spéciale C avec la mention «Rebuts» dans la colonne d'observations et compris dans le paquet intitulé «Valeurs déclarées».

5.—Si des boîtes de valeur déclarée réexpédiées sur un autre pays par suite de changement de résidence du destinataire, ou tombées en rebut, sont grevées de frais accessoires de vérification non remboursables lors de la réexpédition, le montant en est porté au débit de l'Office correspondant, dans la colonne 9 de la feuille d'envoi, avec indication sommaire en regard, dans la colonne 10, de la nature des frais de l'espèce à recouvrer sur le destinataire ou sur l'expéditeur (droit de timbre, frais d'essaye, etc.).

XI

Jusqu'à preuve du contraire, l'Administration qui a transmis une lettre ou une boîte contenant de valeurs déclarées à une autre Administration est déchargée de toute responsabilité par rapport à ces valeurs, si le bureau d'échange auquel la lettre ou la boîte a été livrée n'a pas fait parvenir, par le premier courrier, à l'Administration expéditrice, un procès-verbal constatant l'absence ou l'altération soit du paquet entier des valeurs déclarées, soit de la lettre ou de la boîte elle-même.

XII

Les prix dus à chaque Office participant, conformément au premier paragraphe de l'article 3 de l'arrangement, pour le transit territorial ou maritime des lettres avec valeur déclarée, sont calculés dans les conditions fixées par l'article XXIV du Règlement de détail et d'ordre de la Convention principale.

XIII

1.—Chaque Administration fait établir mensuellement, par chacun de ces bureaux d'échange et pour tous les envois reçus des bureaux d'échange d'un seul et même Office, un état, conforme au modèle D annexé au présent Règlement, des sommes inscrites sur chaque feuille d'envoi, soit à son crédit, pour sa part et celle de chacune des Administrations intéressées, s'il y a lieu, dans les taxes de transport (boîtes seulement) et dans les droits d'assurance perçus par l'Office expéditeur; soit à son débit, pour la part revenant aux Offices intermédiaires, en cas de réexpédition ou de mise en rebut, des droits postaux et les frais de vérification à recouvrer sur les destinataires ou sur les expéditeurs.

2.—Les états D sont ensuite récapitulés par le soins de la même Administration dans un compte conforme au modèle E, également annexé au présent Règlement.

3.—Ce compte, accompagné des états partiels; des feuilles d'envoi et, s'il ya lieu, des bulletins de vérification y afférents, est soumis à l'examen de l'Office correspondant dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte.

4.—Les comptes mensuels, après avoir été vérifiés et acceptés de part et d'autre, sont résumés dans une compte général annuel par les soins de l'Administration créditrice, sauf autre arrangement à prendre par les Offices intéressés.

5.—La liquidation du compte général des valeurs déclarées s'opère en même temps que celle du compte annuel des frais de transit afférents aux correspondances ordinaires; les soldes des deux comptes dont il s'agit sont réduits par balance, toutes les fois qu'ils sont respectivement contraires.

XIV

1.—Les Administrations se communiquent réciproquement par l'intermédiaire du Bureau international et trois mois avant la mise à exécution de l'Arrangement, savoir:

1° le tarif des droits d'assurance applicable dans leur service aux lettres et aux boîtes de valeur déclarée pour chacun des pays contractans, en conformité de l'article 4 de l'Arrangement et de l'article I du présent Règlement;

2° les cas échéant, l'empreinte du timbre spécial en usage dans leur service pour les valeurs déclarées;

3° le maximum jusqu'à concurrence duquel elles admettent les valeurs déclarées, par application de l'article premier de l'Arrangement.

2.—Toute modification apportée ultérieurement à l'égard de l'un ou l'autre des trois points ci-dessus mentionnés doit être notifiée, sans retard, de la même manière.

XV

1.— Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 25 de la Convention principale, toute Administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par intermédiaire du Bureau international, des propositions pour la modification ou l'interprétation du présent Règlement.

2.—Toute proposition est soumise au procédé déterminé par l'article XXXIX du Règlement de détail et d'ordre de la Convention principale.

3.—Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir:

1°, l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouveaux articles, de la modification du présent article ou de l'article XVI;

2°, les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des articles II, III, VI, VII, VIII, IX, XI et XII;

3°, la simple majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles ou de l'interprétation des diverses dispositions du présent Règlement, sauf le cas de litige prévu à l'article 23 de la Convention principale.

4.—Les résolutions valables sont consacrées par une simple modification du Bureaux international à toutes les Administrations de l'Union.

5.—Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que deux mois au moins après sa modification.

XVI

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties intéressées.

Faits à Vienne, le 4 juillet 1891.

Pour l'Allemagne :
Dr. V. Stephan.
Sachse.
Früsch.

Pour la République Argentine :
Carlos Calvo.

Pour la République de Costa-Rica :

Pour l'Autriche :
Obentraut.
Dr. Hofmann.
Dr. Littenau.
Halberger.

Pour la Hongrie :
P. Heim.
S. Schrimpf.

Pour la Belgique :
Lichtervelde.

Pour la France :
Montmarin.
J. de Selves.
Ansault.

Pour les colonies françaises :
G. Gabriel.

Pour l'Italie :
Emidio Chiariadia.
Felice Salivetto.

Pour la République de Libéria :
Bn. de Stein.
W. Koentzer.
C. Goedelt.

Pour le Luxembourg :
Mongenast.

Pour la Norvège :
Thb. Heyerdahl.

Pour les Pays-Bas :
Hofstede.
Baron van der Veltz.

Pour le Portugal et les colonies portugaises :
Guilhermino Augusto e Barros.

Pour le Danemark et les colonies danoises :
Lund.

Pour l'Egypte :
Y. Saba.

Pour l'Espagne :
Federico Bas.

Pour la Roumanie :
Colonel A. Gorgean.
S. Dimitrescu.

Pour la Russie :
Général de Besack.
A. Skalkovsky.

Pour le Salvador :
Louis Kehlmann.

Pour la Serbie :
Svetozar J. Gvozditch.
Et. W. Popovitch.

Pour la Suède :
E. von Krusenstjerna.

Pour la Suisse :
Ed. Höhn.
C. D'essert.

Pour la Régence de Tunis :
Montmarin.

Pour la Turquie :
E. Pe'acci.
A. Fahri.

(Continua)

Ministerio do Interior

Por decreto de 6 do corrente, concedeu-se a medalha de distincção de 1ª classe ao soldado do 1º batalhão de engenharia Lauriano José dos Santos, em attenção á dedicação não commum pela humanidade que mostrou salvando na noute de 22 de setembro ultimo, com risco da propria vida, a de uma mulher que na praia da Saudade atirou-se ao mar no intuito de suicidar-se.

Ministerio da Justiça

Por decretos de 7 do corrente:

Concedeu-se ao bacharel Antonio Pedro Alencastro de Araujo a exoneração, que pediu do logar de substituto do juiz seccional do Districto Federal.

Foram nomeados:

Substituto do juiz seccional do Districto Federal, o bacharel José Maria Vaz Pinto Coelho;

Para a guarda nacional :

ESTADO DE MINAS GERAES

Comarca do Rio Grande

Tenente coronel chefe do estado-maior do commando superior, o cidadão José da Fonseca e Silva.

ESTADO DA BAHIA

Comarca do Camisào

Coronel commandante superior, o cidadão José Abrahão Cohn;

Comarca de Cannavieiras

Major-fiscal do 122º batalhão de infantaria, o cidadão Adelino Ribeiro da Costa.

Comarca da Victoria

Tenente-coronel commandante do 93º batalhão de infantaria, o tenente Pompilio Nunes de Oliveira.

Comarca de Maragogipe

Tenente-coronel commandante do 128º batalhão de infantaria, o capitão Francisco Antonio de Almeida Araujo;

Tenente-coronel commandante do 129º batalhão de infantaria, o tenente Veridiano da Costa e Almeida.

—Concederam-se seis mezes de licença com ordenado, nos termos do art. 201 do decreto n. 1030 de 14 de novembro de 1890, ao pretor da quarta pretoria do Districto Federal, bacharel Carlos Marques de Sá, para tratar de sua saude.

—Foram reformados os seguintes officiaes da guarda nacional :

ESTADO DE MINAS GERAES

Comarca do Rio Grande

No posto de coronel, o tenente coronel chefe do estado-maior do commando superior José Ferreira Pires.

ESTADO DA BAHIA

Comarca do Camisào

No mesmo posto, o coronel commandante superior Antonio Mendes de Leão.

Comarca da Victoria

No mesmo posto, o tenente-coronel commandante do 93º batalhão de infantaria Mariano José da Ponte.

Comarca da Cachoeira

No mesmo posto, o tenente-coronel commandante do 23º batalhão de infantaria Antonio Felipe de Mello.

—Foram reintegrados :

No commando do 4º batalhão de infantaria da guarda nacional da capital do estado da Bahia, nos termos do art. 5º do decreto n. 10264 de 13 de julho de 1890, o tenente-coronel Joaquim Caetano de Almeida Couto Junior, ficando aggregado ao estado-maior do mesmo batalhão o tenente-coronel Victorino José Pereira Junior;

No commando do 3º batalhão de infantaria da mesma guarda, nos termos do citado artigo, o tenente-coronel José Gil Moreira, ficando aggregado ao estado-maior do mesmo batalhão o tenente-coronel Dr. Manoel de Assis e Souza.

—Foi declarado sem effeito o decreto de 8 de julho ultimo, que privou do posto o tenente-coronel commandante do 5º batalhão da reserva da guarda nacional da comarca da Cachoeira, no estado da Bahia, Castriciano Martins Curvello, ficando o mesmo official aggregado ao 1º batalhão da reserva da capital do referido estado.

Por decretos de 30 de setembro ultimo, foram nomeados para a guarda nacional:

ESTADO DO ESPIRITO SANTO

Comarcas do Rio Parlo e Cachoeira do Itapemirim

6º brigada de infantaria

Estado-maior—Capitão ajudante de ordens, José Joaquim Gonçalves Guimarães.

16º batalhão de infantaria

Estado-maior — Capitão-ajudante, Antonio José Gonçalves;
Tenente-secretario, Pedro João Vieira Machado;
Tenente quartel-mestre, Ezequiel de Araujo Padilha;
Capitão-cirurgião, pharmaceutico Carlos Augusto de Assumpção Silva.
1ª companhia—Capitão, Antonio de Vargas Corrêa;
Tenentes, Alfredo de Magalhães e Ricardo Vieira de Vargas Fortes;
Alferes, Manoel Ferreira da Motta, Antonio Vieira Moura e Francisco Manoel Fernandes.
2ª companhia—Capitão, Manoel Lopes de Souza;
Tenentes, José Alves Rangel e Duarte Vidreira Corrêa;
Alferes, José Alves Duarte, João Luiz dos Santos e Camillo Homem de Azevedo.
3ª companhia—Capitão, Pedro Francisco Moreira;
Tenentes, Luiz da Silva Pinheiro e Manoel Leite Sampaio Sobrinho;
Alferes, Geraldino Avelino de Freitas, Satory Ribeiro França e Juvenal Magalhães.
4ª companhia—Capitão, Carlos Lindemberg;
Tenentes, Manoel Joaquim Coelho e Manoel Gomes Prates;
Alferes, Antonio Pereira Campos, Pedro de Alcantara Leitão e Augusto Ferreira da Costa.

17º batalhão de infantaria

Estado-maior—Capitão-ajudante, Manoel Teixeira Alves Corrêa;
Tenente-secretario, Antero Xavier Monteiro da Gama;
Tenente quartel-mestre, Claudio José da Silva.
1ª companhia—Capitão, Vicente de Aguiar Pereira Paiva;
Tenentes, José Monteiro Nogueira da Gama, Elydio Henriques Rates;
Alferes, Antonio Emilio de Souza Leal, Nestor Emilio Bouchart e Luiz Henrique Waitant.
2ª companhia — Capitão, Fernando Xavier Monteiro da Gama;
Tenentes, Joaquim Quintino Teixeira Leão e João Ferreira Cardoso;
Alferes, Dario Monteiro Nogueira da Gama, Marcelino da Silva Vieira e José Fernandes Braga.
3ª companhia—Capitão, José Augusto Lacerda;
Tenentes, Pedro Ferreira Penna e José da Costa Lomar;
Alferes, Leopoldo Belloni, Euphrasio Torres Tatagiba e José Rodrigues da Fonseca Leitão.
4ª companhia—Capitão, Herculano Martinho de Carvalho;
Tenentes, José Vianna e Francisco Gomes de Azevedo;
Alferes, Francisco Manoel Vianna, Francisco Moreira de Sant'Anna e Mariano de Martini.

18º batalhão de infantaria

Estado-maior—Capitão-ajudante, Heleodoro Francisco de Oliveira;
Tenente-secretario, Henrique Domingos dos Reis Costa;
Tenente quartel-mestre, João Xavier Soares.
1ª companhia—Capitão, Candido Alves de Araujo;
Tenentes, Antonio Augusto Rodrigues e José Vieira de Almeida Junior;
Alferes, Pedro Antonio de Andrade, Tiburcio da Fonseca e Silva e Manoel Candido de Andrade.
2ª companhia—Capitão, Manoel José Ribeiro;
Tenentes, João José Ribeiro de Almeida e Cypriano Roberto de Moraes;
Alferes, Antonio Euzebio Rodrigues, Julio Martins Vidigal e José Rodrigues de Almeida.
3ª companhia—Capitão, José Osorio Pereira;
Tenentes, Antonio Serapião da Trindade e João Ignacio de Almeida;

Alferes, Francisco Antonio Rodrigues Justo, Theodoro Roberto de Moraes e Manoel José da Silveira Monteiro.

4ª companhia—Capitão, José Henrique de Miranda;
Tenentes José Maria Gomes e João José de Miranda;
Alferes, Francisco Ovidio Soares, Hilario Nunes de Oliveira e Luiz Nunes de Oliveira.

6º batalhão da reserva

Estado-maior — Capitão-ajudante, Manoel Alves França;
Tenente-secretario, Joaquim Gomes Ribeiro Sobrinho;
Tenente quartel-mestre, Silvino Luiz da Fraga;
Capitão-cirurgião, pharmaceutico Lafayette José Bernardes.
1ª companhia—Capitão, Salvador José Maciel;
Tenentes, Francisco Maria Gomes e Manoel Pedro Victorino do Rosario;
Alferes, Joaquim Avelino de Freitas Bicalho, Bibiano Pina e Francisco Avelino Dias de Freitas Bicalho.
2ª companhia — Capitão, Antonio Joaquim da Silva;
Tenentes, Marcellino Alyes dos Santos e Antonio José Ramos;
Alferes, Antonio Caetano da Costa, Luiz da Motta Coutinho Silva e Antonio Caetano da Costa Sobrinho.

3ª companhia — Capitão, Francisco Gomes Pinheiro da Silva;
Tenentes, Joaquim Cabral da Fonseca e José Gomes Prates Junior;

Alferes, Antonio da Rosa Machado Junior, Bruno de Souza Lima e Pedro Alves da Cunha.

4ª companhia — Capitão, Luiz Carlos de Miranda Jordão;

Tenentes, Mario de Souza Pinheiro e Francisco de Paula da Rocha Junqueira;

Alferes, Leopoldo José Dias, José de Azevedo Santos e Manoel Rangel de Almeida Rainha.

SECRETARIAS DE ESTADO

Ministerio do Interior

Por portarias de 7 do corrente, foi exonerado o bacharel José Maria Vaz Pinto Coelho do logar, que interinamente exercia, de juiz do commissariado executivo, visto ter sido nomeado para o de substituto do juiz seccional do Districto Federal, e nomeado para o mesmo logar o bacharel Luiz Vieira de Rezende e Silva, emquanto du ar o impedimento do bacharel João Paulo Barbosa Lima.

Expedi nte do dia 7 de outubro de 1892

Requisitou-se ao Ministerio da Fazenda a expedição de ordem para que se paguem os vencimentos, relativos ao mez findo, do pessoal do hospital maritimo de Santa Isabel, e a quantia de 112\$500, importancia da despeza feita no 1º trimestre do corrente anno, com o aluguel de apparatus telephonicos empregados no serviço da Inspectoria Geral de Hygiene.

—Transmittiu-se ao Ministerio da Fazenda, para os devidos efeitos, a cópia do decreto n. 95 de 4 de outubro corrente, que providencia sobre o pagamento do subsidio dos senadores e deputados durante a prorogação da actual sessão legislativa, assim como do serviço taehygraphico, de redacção dos debates e publicações nas duas casas do Congresso.

Ministerio dos Negocios do Interior — 1ª seccão — Rio de Janeiro, 8 de outubro de 1892.

Tendo a Companhia Ferro Carril do Jardim Botânico inaugurado o serviço de carros movidos por tracção electrica e verificandose não só que os respectivos postes são de madeira e nem se assentados sem a devida segurança, mas também que os fios que por el-

les correm foram collocados em diversos pontos a pequena distancia dos do serviço telephonic, recomendo ao conselho de Intendencia Municipal providencie, a fim de serem tomadas as cautelas necessarias para remover o perigo resultante da imperfeição dessas installações.—*Fernando Lobo.*

Ministerio dos Negocios do Interior—1ª seccão—Rio de Janeiro, 8 de outubro de 1892.

Em officio n. 387 de 22 de abril do corrente anno, accusando o recebimento da portaria de 19 de março antecedente, na qual se reiteraram recommendações constantes da de 24 de agosto do anno findo, relativamente ao plano geral de melhoramentos nesta capital, propuzestes que fosse um dos engenheiros brasileiros de mais nomeada encarregado de organizar a commissão que trataria de levantar a planta da cidade, trabalho esse preliminar, indispensavel para que se pudessem realizar os alludidos melhoramentos.

Respondendo ao dito officio, declarou este ministerio ao conselho de Intendencia Municipal ficar elle autorisado a mandar proceder áquelle trabalho, de accordo com os indicações por vós feitas no officio n. 387; e, em cumprimento da resolução do governo, no interesse de apressar o resultado desejado, apresentastes ao conselho as bases sobre as quaes deveria assentar o contracto com a administração municipal. Nomeada uma commissão composta de tres intendentes para estudal-as e interpor parecer, foi este discutido na sessão de 7 de junho, extraordinariamente convocada para tal fim. Por essa occasião suscitou-se, como declarastes, uma questão de ordem, e ficou assentado que voltasse o parecer á mesma commissão para reconsideral-o.

Em sessão também extraordinaria realisada a 11 do mesmo mez, deu a commissão novo parecer, lançando as bases para a concorrência publica, processo que adoptara como indispensavel á celebração do contracto para o levantamento do cadastro do Districto Federal.

Por haverdes divergido de tal opinião, entendendo que o trabalho devia ser feito por administração, mediante contracto com um profissional, que se responsabilisaria por sua execução, representastes contra a deliberação do conselho em officio n. 638 de 18 ainda de junho; e sendo as razões que produzistes presentes á sessão do dia 9 de julho, resolveu o conselho manter a deliberação já tomada, com ligeiras alterações, conforme communicastes em officio da mesma data.

Após estudos e diligencias a que se procedeu, e ponderado detidamente o importante assumpto em questão, no qual se havia manifestado divergência profunda, julga o governo conveniente declarar-vos, em solução dos vossos officios a este respeito, que aceita de preferencia o plano por vós suggerido, visto não dever applicar-se ao caso especial de que se trata o principio da livre concorrência, adoptado pelo conselho, de accordo com o parecer da commissão aelma mencionada.

Entretanto, como para a realização deste importante serviço ha necessidade da celebração de um contracto cuja execução acarretará o dispendio de avultadas quantias em mais de um exercicio financeiro, as quaes terão de ser organisadas em orçamentos successivos, visto que actualmente não poderão ser classificadas nos creditos vigentes, e também, como dentro de mui breve prazo terá de ser eleito o novo conselho municipal, entre cujas attribuições se comprehende a prescripta no art. 15 § 13 da lei n. 85 de 20 de setembro proximo passado,—de legislar sobre o cadastro do Districto Federal, deve a execução do dito serviço ficar dependente de decisão do futuro conselho.

O que vos communico para vosso conhecimento,

Saude e fraternidade.—*Fernando Lobo.*

Sr. presidente do conselho de Intendencia Municipal.

Ministerio da Justiça

Por portarias de 8 do corrente:

Concederam-se seis mezes de licença ao cidadão Francisco Moreira Soares, tenente do 4º batalhão de infantaria da guarda nacional da Capital Federal, para tratar de negocios de seu interesse fóra do Districto Federal;

Concedeu-se aos cidadãos Justiniano de Castro Madureira e Antonio de Barros Madureira dispensa do lapso de tempo decorrido para que possam solicitar as respectivas patentes, o primeiro de coronel e o outro de major, reformados, da guarda nacional desta capital.

Expediente do dia 6 de outubro de 1892

Solicitou-se do Ministerio da Fazenda a expedição de ordens:

Para que seja annullada nas despesas da verba—Casa de Detenção a quantia de 33\$, importancia de comedorias fornecidas a marinheiros estrangeiros, durante o mez findo e recolhida ao Thesouro Nacional a 3 do corrente, pelo administrador daquelle estabelecimento.

Para que se indensem:

O porteiro da secretaria de Estado dos Negocios da Justiça, Luiz Ferreira Maciel, da quantia de 73\$40, importancia das despesas de prompto pagamento por elle feitas, durante o mez findo;

A Thesouraria do estado da Parahyba da quantia de 400\$, importancia da ajuda de custo do bacharel José Pordeus Rodrigues Seixas, nomeado juiz municipal do termo de Souza, no referido estado, paga sob a responsabilidade do respectivo governador.—Deu-se conhecimento ao inspector da referida thesouraria.

Para que se paguem as quantias:

De 300\$, importancia de concertos feitos no telhado do predio em que esteve aquartelado o 3º batalhão de infantaria da brigada policial;

De 2:054\$, de materiaes empregados na construcção de um collecter de aguas pluvias para o novo quartel da brigada policial.—Deu-se conhecimento ao Ministerio da Agricultura.

—Communicou-se ao Ministerio da Guerra, em resposta ao aviso de 29 do mez findo, que nesta data é autorizado o Lloyd Brasileiro a conceder passagem de ré, desta capital até ao estado de Matto Grosso, ao tenente honorario do exercito João Antonio Rodrigues, que para alli regressa, por ter sido amnistiado.

—Pela directoria geral remetteu-se ao general commandante da brigada policial desta capital, para informar, o requerimento em que Maria Joanna Pereira da Silva pede seja perdoado seu filho, soldado da mesma brigada, Francisco Pereira da Silva.

Ministerio da Fazenda

Por portarias de 8 do corrente:

Foram concedidos tres mezes de licença ao conferente da Alfandega do Rio de Janeiro, José Joaquim de Almeida Arnisaut, e 60 dias ao 3º escripturario do Thesouro Nacional, Raymundo Joaquim do Lago, ambos com vencimento na forma da lei e para tratarem de sua saude onde lhe convier.

Por titulo da mesma data foi nomeado Jacintho Pacheco Ribeiro da Silva para o lugar de praticante da Alfandega do estado do Maranhão.

Expediente do dia 5 de outubro de 1892

Communicou-se:

A Thesouraria de Fazenda do estado do Maranhão que o Tribunal do Thesouro Nacional resolveu indeferir o recurso interposto

pela Companhia Ferro-Carril do Maranhão, da decisão da mesma thesouraria, confirmatoria do despacho da Alfandega do dito estado que classificou no art. 407 da tarifa em vigor, para paga em direitos — *ad valorem* —, com o abatimento de 25 %, de que trata o art. 2º do decreto n. 1338 de 5 de fevereiro de 1891, 12.001 dormentes de pinho, importados dos Estados Unidos da America do Norte, e submettidos a despacho livre de direitos pela nota n. 1607 de 27 de janeiro do corrente anno;

A da Parahyba, ter sido approvedo o acto pelo qual, segundo deu conta em officio n. 86 de 13 de setembro ultimo, nomeou João Augusto Soares de Pinho, para exercer interinamente o lugar de solicitador dos Feitos da Fazenda Federal do mesmo estado, em substituição de Gustavo de Oliveira e Mello, que tambem o occupava interinamente, e foi exonerado a seu pedido.

— Determinou-se a Thesouraria de Fazenda do estado do Maranhão, de accordo com o que requisitou o Ministerio da Agricultura, Commercio e Obras Publicas, em aviso n. 1691 de 21 do mez proximo passado, que promova a cobrança amigavel ou executiva da multa de 2:500\$ imposta em 6 de abril ultimo pelo respectivo fiscal a Companhia Progresso Agricola, proprietaria do engenho central São Pedro no dito estado, pela inobservancia do § 10 do art. 19 do decreto n. 8357 de 24 de dezembro de 1881, escripturando-se a mencionada importancia como receita eventual.

— Declarou-se:

— Ao governador do estado das Alagoas, em resposta ao officio n. 6 de 8 de setembro proximo findo, em que reclamara contra os fundamentos da decisão constante do aviso que lhe dirigiu este Ministerio em 8 de agosto anterior, mandando arrecadar para a União o imposto de transmissão de propriedade devido pela compra e venda de embarcações—que á vista da citada decisão só poderá o referido imposto ser arrecadado pelos estados si o Congresso Nacional interpretar de modo diverso o art. 9º n. 3 da Constituição Federal;

A Thesouraria de Fazenda do estado das Alagoas, ter sido approvedo, á vista da informação e documento remettidos com officio n. 85 de 31 de agosto proximo passado, o seu acto concedendo ao 3º escripturario da mesma Thesouraria, Ildefonso Francisco de Almeida Costa, 30 dias de licença, com vencimento na forma da lei, para tratar de sua saude dentro do dito estado;

A do Maranhão, não ter sido legal o acto de que deu conta em seu officio n. 50 de 1 de junho proximo passado, submettendo á apreciação deste Ministerio a sua portaria de 16 do mez anterir, pela qual mandou abonar, nos dias 5 e 6, aos empregados e trabalhadores das capatazias os respectivos salarios, porquanto os referidos trabalhadores ou quaesquer outros empregados que são pagos a jornal, não tem direito ao respectivo vencimento, quando faltam ao serviço, quer por motivo de serviço obrigatorio, quer por qualquer outro independente da sua vontade.

Circular n. 11 — Ministerio dos Negocios da Fazenda—Rio de Janeiro, 7 de outubro de 1892.

Declaro aos Srs. chefes das repartições competentes deste Ministerio, para os devidos effeitos:

1º, que pertence á renda da União o imposto de transmissão de propriedade *causa mortis* e *inter vivos* de apolices da divida pública;

2º, que deve escripturar-se sob o titulo—Interior—na rubrica—Imposto de transmissão de propriedade, do art. 1º da lei n. 25 de 30 de dezembro de 1891, não só as quantias dessa proveniencia, como tambem as que forem cobradas pela compra e venda de embarcações.—*Serzedello Corrêa*.

Requerimentos despachados

Companhia de Materiaes e Melhoramentos da cidade do Rio de Janeiro, apresentando um extracto para transcrição de onus reaes, fornecido pela Intendencia Municipal desta capital, em cumprimento da exigencia feita pela Directoria Geral do Contencioso do Thesouro Nacional afim de ser-lhe passada a carta de aforamento do terreno accessido ao de marinha na rua da Saude onde se acham edificadas os predios ns. 132 e 134, hoje 96, por ella comprados a Manoel Francisco Vazella e outros.—Apresente autorisação expressa de Joaquim Fernandes Torres.

Manoel Guerra Fontes, praticante da Alfandega de Santos, estado de S. Paulo, mandado addir á de Sergipe, pedindo que se lhe mande abonar passagem daquelle para este ultimo estado.—Não tendo sido addido por conveniencia do serviço publico, não tem lugar o que requer.

Augusto Eduardo da Silva, alumno da Escola Militar desta capital, pedindo o pagamento da divida de fardamento, na importancia de 57\$680, que cahiu em exercicios findos.—Aguarde o credito, pois a lei não permite deferir o que pede.

Henrique Maia de Castilho, 1º escripturario da Thesouraria de Fazenda do estado do Rio Grande do Sul, designado para servir interinamente o lugar de pagador da pagadoria central de S. Gabriel, pedindo o abono da quantia destinada a primeiro estabelecimento.—Tendo sido o supplicante designado para exercer interinamente o lugar de pagador, não tem direito á ajuda de custo de primeiro estabelecimento.

Antonio de Santa Cecilia, thesoureiro da Thesouraria de Fazenda do estado de Minas Geraes, pedindo o pagamento da porcentagem a que se julga com direito por haver conduzido daquelle Thesouraria para o Thesouro Nacional a quantia de 280:000\$, e do Thesouro para alli a de 100:000\$, em notas de pequenos valores.—Pague-se.

Banco do Commercio, reclamando contra o pagamento de 1 1/2 % sobre dividendos que allega ter-lhe sido exigido duas vezes, uma a titulo de imposto de industrias e profissões e a outra por sello.—Seja presente ao Tribunal do Thesouro.

Engenheiro João de Carvalho Borges Junior, pedindo o pagamento de seus honorarios pelos serviços que prestou como arbitro por parte da Fazenda Nacional, na avaliação dos bens da Companhia Estrada de Ferro de Santa Isabel do Rio Preto, adquiridos pela Companhia Estrada de Ferro do Sapucahy.—Cumpra-se o despacho de 12 de agosto do corrente anno, levando-se a despeza á verba—Eventuaes—do corrente exercicio.

Moreira Marques e Rodrigues, como procuradores de Manoel Monteiro de Oliveira, pedindo licença para transferir a Manoel Bernardino Torres o dominio util do terreno accrescido fronteiro ao de marinha onde se acha edificado o predio n. 5 da Praia Formosa.—Concedida a licença nos termos dos pareceres.

Ministerio da Marinha

Por portaria de 6 do corrente, concederam-se ao escrevente da armada, José Francisco Maia, tres mezes de licença, sem vencimentos, para tratar de interesses particulares no Ceará.

Expediente do dia 6 de outubro de 1892

Ao Ministerio da Fazenda, solicitando a expedição de ordem:

Para que seja a Pagadoria da Marinha habilitada com a quantia de 200:000\$, destinada a diversas despesas no corrente mez;

Para a concessão do credito de 10:864\$566 á Thesouraria de Fazenda de Sergipe, por conta das seguintes verbas:

Corpo da armada.....	2:398\$313
Corpo de marinheiros nacionaes	454\$500
Força naval.....	3:809\$883
Repartição da carta maritima...	301\$666
Munições de bocca.....	3:900\$204

Destinam-se estas quantias ao pagamento da despeza feita com a guarnição do vapor *Madeira*, desde 23 de julho até 9 de agosto do corrente. — Comunicou-se à Contadoria e aquella thesouraria.

— Ao Quartel General:

Mandando dar baixa ao soldado naval, Joaquim Francisco Gonçalves, que foi julgado incapaz para o serviço da armada;

Indeferido o requerimento em que o 1º tenente Odorico Pinto da Silva Leal pedia que lhe fosse contado, como de embarque, o tempo em que se acha exercendo o lugar de secretario da Escola Pratica de Artilharia e Torpedos.

— A Contadoria:

Mandando pagar à Companhia de Artes Graphicas do Brazil a quantia de 3:000\$, proveniente da gravura e impressão de 1.000 exemplares da planta hydrographica da costa de Salinas;

Autorisando a entregar, logo que seja recebido na pagadoria, o pécúlio da ex-praça, Dionysio José dos Santos, na importância de 222\$666.

— A Inspeção do Arsenal de Marinha da Capital Federal, declarando que pode contractar, com o vencimento diario de 8\$, o operario Manoel Rufino de Passos, para servir na officina de fundição e modeladores do Arsenal de Marinha de Matto-Grosso;

— A Directoria da Repartição dos Pharoas, mandando publicar no *Diario Official* e nos jornaes de mais circulação o aviso aos navegantes acerca do restabelecimento da luz do pharol da Pedra Secca, no Estado da Parahyba, e tirar na Imprensa Nacional 300 exemplares avulsos do mesmo aviso.

Requerimentos despachados

Olindina Leopoldina de Albuquerque. — Prove que é mãe da praça cuja baixa pede. Manoel Marques do Couto. — Será attendido depois que completar o curso escolar.

Lindolpho Domingos Cidade. — Indeferido. *Gazeta da Tarde*. — Apresente a autorisação para as publicações.

Ministerio da Guerra

Por portaria de 7 do corrente:

Concedeu-se ao Dr. Paulo Bourroul a exoneração, que pediu, do lugar de medico da Fabrica de Ferro de S. João de Ypanema;

Declarou-se sem effeito a portaria de 6 de agosto do corrente anno, que nomeou Guilherme Alexandrino Meyer para exercer o lugar de agente da Fabrica de Ferro de S. João de Ypanema, visto não se ter ainda apresentado, sendo nomeado para o referido lugar Francisco Christino de Almeida e Souza.

Expediente do dia 7 de outubro de 1892.

Ao Sr. ministro da fazenda, solicitando providencias afim de que sejam pagas as seguintes contas: à Empreza de Obras Publicas no Brazil, na importância de 50\$000, proveniente do aluguel dos aparelhos telephonicos que se acham no observatorio do Rio de Janeiro, relativo ao 1º semestre do corrente anno; ao Lloyd Brasileiro, na de 19:020\$120 de passagens concedidas no exercicio corrente a officiaes e praças do exercito, e ao agente de compras da Fabrica de Armas, na de 179\$500, das despezas miudas da mesma fabrica realizadas no mez de setembro ultimo.

— Ao general ajudante e general, declarando, em resposta ao seu officio n. 9487 de 3 do corrente e afim de fazer constar ao commandante do 5º districto militar, que é approvado o acto da guarnição do estado de Santa Catharina, fazendo seguir para o Rio Grande do Sul o alferes do 25º batalhão de infantaria Benevenuto José de Moraes, visto estar sofrendo de beri-beri; devendo providenciarem-se para que sejam inspecionados de saúde o referido official e o tenente coronel aggregado à mesma arma Eugenio Augusto de Mello;

— Ao inspector da Thesouraria de Fazenda do estado de Santa Catharina, declarando, em solução ao seu officio n. 26 de 21 de setembro findo, que bem procedeu a mesma thesouraria abonando vencimentos de estado maior de 1ª classe ao alferes Emygdio Teixeira de Azevedo, secretario da inspecção militar da colonia de Santa Thereza, no dito estado, de accordo com o disposto ao art. 36 n. 1 das instrucções de 1 de novembro de 1890.

— Ao inspector da Thesouraria de Fazenda do estado do Rio Grande do Sul:

Remettendo os papeis relativos à reclamação que fez o commandante do 6º districto militar, em officio n. 3933 de 14 de outubro do anno proximo passado, dirigido ao quartel-mestre general, de não ter o ajudante de ordens do commando da guarnição de Santa Anna do Livramento, alferes honorario do exercito Nuno Cezar de Macedo recebido vencimentos por esse exercicio, afim de que a mesma thesouraria pague ao dito official os vencimentos a que tem direito, si se referirem ao corrente exercicio, liquidando a divida e procedendo aos demais termos da lei, si pertencer ella a exercicio já encerrado.

Declarando que, tendo sido deferido o requerimento em que o major do 28º batalhão de infantaria Eduardo Augusto Ferreira de Almeida pediu inscrever-se no montepio militar como contribuinte, satisfazendo as exigencias do § 1º do artigo 30 do decreto n. 695 de 28 de agosto de 1890, deve proceder de accordo com o disposto no referido §, fazendo carga áquelle official da quantia de 631\$000, importância da respectiva joia.

— Ao commando geral de artilharia, mandando desligar da Escola de Aprendizes Artíficos, por incapacidade physica, e entregar à sua mãe Josepha Francisca de Souza, o menor Estevão Francisco de Souza.

— Ao director do arsenal de guerra da capital, mandando:

Dar baixa do serviço ao soldado do corpo de operarios militares desse arsenal Francisco Alvaro da Cunha, conforme pede sua mãe Leonor Carlota Rosauro da Silva Cunha;

Concertar nesse arsenal diversos utensilios pertencentes ao 10º batalhão de infantaria, conforme pede o respectivo commandante;

— A Intendencia da Guerra, mandando fornecer à guarda civica do estado do Rio Grande do Sul as carabinas Comblain, das ultimamente vindos da Europa, e a munição de que trata a nota, que se remette, organizada na Repartição de Quartel-Mestre General em 5 do corrente, enviando a esta secretaria de Estado a conta de tal fornecimento para a competente indemnisação.

— A Repartição de Ajudante General:

Determinando que autorise o commandante do 1º regimento de cavallaria a lavrar contracto com Antonio Maria Mendes de Abreu para servir como veterinario no dito regimento, conforme pede;

— Approvando a licença de 30 dias concedida pelo commandante do 6º districto militar, para tratamento de saúde, ao feldto do Arsenal de Guerra do estado do Pará, Manoel Figueiredo Tenreiro Aranha, em prorrogação da com que se achava;

Transferindo para o 2º regimento de cavallaria o tenente do 10º João Ludgero dos Santos Aguiar Cony e para o 10º o tenente do 12º da mesma arma Raymundo Gonçalves de Abreu Filho.

Concedendo as seguintes licenças:

De 40 dias, para tratamento de saúde, ao particular sargento ajudante do 1º regimento de cavallaria Estellita Augusto Werres;

Para, no anno proximo vindouro, se matricularem, si houver vagas e satisfizerem as exigencias regulamentares:

Na Escola Militar da Capital, o paisano Mario Gitahy de Alencastro, assentando praça previamente e ficando desde já à disposição do commandante da escola;

Na Escola Militar do Rio Grande do Sul, o soldado do 12º batalhão de infantaria, addido ao 1º da mesma arma, Antonio Candido de Cavalleiro-Lago, que ficará desde já à disposição do commandante da escola.

Mandando:

Annexar ao processo de conselho de investigação, a que está respondendo o capitão Leopoldo José Ortiz da Silva, o telegramma e o officio, que se transmittem, do commandante do 3º districto militar, dirigidos a essa repartição e relativos ao mesmo official;

Incluir no Asylo dos Invalidos da Patria o 2º cadete 2º sargento reformado do exercito e alferes honorario Antonio Moreira de Araujo Netto, e na 2ª companhia de reformados o soldado, tambem reformado do exercito, Hygino da Costa Ribeiro, conforme pedem;

Pôr à disposição do Ministerio da Justiça o alferes do quadro extranumerario do exercito Benevenuto de Souza Magalhães. — Fizeram-se as necessarias communicações.

Requerimentos despachados

Tenente reformado Manoel Verissimo da Silva, 2º tenente veterinario Thomaz Fortes de Bustamante Sá e ex-2º cadete Francelinio João do Prado Sampaio. — Indeferidos.

Soldado reformado Henrique José de Oliveira. — Dirija-se ao Congresso Nacional.

Dr. Manoel Martins dos Santos Penna. — Quanto à primeira parte, nada mais ha a resolver; quanto à segunda, indeferido.

Conselho Supremo Militar e de Justiça

50ª SESSÃO EM 8 DE OUTUBRO DE 1892

Aos oito dias do mez de outubro de mil oitocentos e noventa e dois, achando-se presentes os Srs. conselheiros de guerra Barão da Passagem, Pereira Pinto, Visconde de Beaurepaire Rohan, Barão de Miranda Reis, Visconde de Maracajú, Tude Neiva, e ministros adjuntos desembargadores Pindahyba de Mattos, Pinheiro e Souza Martins.

Lida e approvada a acta da antecedente, o secretario de guerra deu conta do expediente que foi lançado no livro competente.

Foram relatados os seguintes processos:

Pelo conselheiro Pindahyba de Mattos:

Sentenciado militar Feliciano Francisco dos Santos, condemnado a oito annos de prisão com trabalho por ferimento em dous de seus camaradas, sendo um delles 2º cadete. — Confirmaram a sentença.

Soldados Thomaz José de Aquino e José Marcellino dos Santos, o 1º condemnado a um anno de prisão por 1ª deserção aggravada e o 2º a dous mezes de prisão e mais castigos por 1ª deserção simples, da qual se apresentou dentro de tres mezes. — Foram confirmadas as sentenças.

Pelo desembargador Fernandes Pinheiro:

Capitão reformado Modestino Roquete condemnado a dous mezes de prisão em Fortaleza por irregularidade de conducta. — Confirmaram a sentença.

Soldados João Candido Ferreira e Galdino Manoel da Silva, condemnados o 1º a dois mezes de prisão e mais castigos, e o 2º a seis mezes de igual prisão por 1ª deserção simples. — Confirmaram a sentença quanto ao 1º e reformaram quanto ao 2º para condemná-lo a dois mezes de prisão.

Pelo desembargador Souza Martins:

Soldado Manoel Vicente de Sant'Anna, condemnado a seis mezes de prisão e mais castigos por primeira deserção simples. — Confirmaram a sentença.

Sargento Fabio Pietro Panacéa Freire, absolvido do crime de ferimento leve em um camarada. — Reformaram a sentença, para o condemnarem a um mez de prisão.

Inspeçada João Francisco Marcellino, condemnado a seis annos de prisão com trabalho por desobediencia e desrespeito a um official. — Reformaram a sentença, para condemná-lo a dois annos de igual prisão.

Ministerio da Agricultura

Por portaria de 8 do corrente, foi prorogada por tres mezes, com vencimentos na forma da lei, a licença em cujo gozo se acha o inspector geral do tráfego da Estrada de Ferro Sul de Pernambuco, engenheiro Francisco Carlos da Costa Real, para tratar de sua saúde onde lhe convier.

Requerimentos despachados

Dia 7 de outubro de 1892

Thomaz José Barreto de Gusmão, ex-agente de 1ª classe da Estrada de Ferro de Baturité, pedindo autorisação para continuar a contribuir para o monte-pio.— Deferido.

Godofredo Caetano Soares, pedindo para ser reintegrado no lugar de praticante extranumerario da Estrada de Ferro Central do Brazil.— A nomeação é do director da estrada.

Manoel José de Oliveira Catta Preta, pedindo certidão do tempo em que foi pagador, caixa e thesoureiro da Estrada de Ferro Central do Brazil e almoxarife da de S. Paulo e Rio de Janeiro.— Nos termos da informação, defiro o que pede.

Companhia Comercio e Industria, propondo a rescisão do contracto de arrendamento de um dos armazéns da Estação Maritima da Gambôa da Estrada de Ferro Central do Brazil, relevando-se-lhe o pagamento dos alugueis vencidos.— Indeferido, á vista das informações.

Trajanio de Azambuja Rangel, pedindo pagamento dos vencimentos que deixou de perceber durante o periodo decorrido da data de sua demissão á da reintegração, no lugar de comprador da Estrada de Ferro de Porto Alegre á Uruguayana.— Indeferido.

Dia 8

Companhia City Improvements, pedindo a revisão da tabella de preços, afim de serem augmentadas de 50 % como já requereu e foi indeferido.— Mantenho o despacho de 12 de julho ultimo.

N. 652 — Estrada de Ferro Central do Brazil, 8 de outubro de 1892.

Ao cidadão ministro e secretario de Estado dos negocios de agricultura, commercio e obras publicas.— Em additamento ao officio 650, de 7 do corrente, cumpre-me, para esclarecimento do assumpto, ponderar o seguinte:

Sobre a primeira parte do officio da companhia Estrada de Ferro Oeste de Minas que declara não transportar alli as mercadorias sem abatimento do art. 80, ora sem vigor, assiste á companhia essa faculdade, embora resulte dessa restricção grande desvantagem para o commercio, visto que obriga esta estrada a não receber taes mercadorias além da estação do Sitio.

Quanto á segunda parte em que diz continuar a considerar em vigor o referido art. 80 para os despachos em tráfego mutuo de suas estações, constitue esta resolução manifesto desrespeito ao accordo de tráfego mutuo, salvo se a companhia, sob sua responsabilidade e por conta propria, fizer os abatimentos alludidos.

Saúde e fraternidade.— Antonio Geraldo de Sousa Aguiar, director.

Ministerio da Instrução Publica, Correios e Telegraphos

Em 1 do corrente, foi nomeado para o lugar de adjunto o praticante Carolino Ricardo das Neves.

Requerimentos despachados

Dia 24 de setembro de 1892

Mariano de Avila Fernandes (Campos).— Deferido.

Directoria Geral dos Correios

Por actos de 8 de corrente:

Foi transferido o chefe de secção João José Coutinho, da 2ª secção da divisão central desta directoria para a 1ª secção do Correio da Capital Federal, e designado o 1º official Feliciano José Neves Gonzaga para servir de chefe da 2ª secção da divisão central.

Foi creada uma agencia de correio de 4ª classe em *Parada do Areal*, estação da Estrada de Ferro do Rio do Ouro, no Districto Federal.

— Transmittiu-se ao Sr. ministro o requerimento do contador dos correios do Maranhão, pedindo tres mezes de licença.

— Declarou-se á administração dos correios do estado de Minas Geraes estar esta directoria inteirada da criação de agencia do correio em *Santa Isabel*, municipio de S. Gonçalo.

Foram exonerados, por abandono de emprego, o carreiro supplente do correio desta capital José Maria Machado Felix, e á pedido, o carteiro da agencia de Campos Antonio Carlos Gomes de Amorim.

Foram licenciados: os praticantes de 2ª classe do correio da Capital Federal Alvaro Pereira da Silva, por um mez, e Henrique Auto da Rocha Venerando, por igual tempo, e o carteiro supplente Alfredo Moreira Dias Braga, por 30 dias, sem vencimentos.

Requerimentos despachados

Antonio Gomes Lages, pedindo pagamento de 20\$, importancia de um vale postal.— Pague-se, de conformidade com o parecer.

INTENDENCIA MUNICIPAL

Intendencia Municipal

ALISTAMENTO ELEITORAL

Escreve o Sr. Dr. Barata Ribeiro:

Em artigo editorial de hontem um dos diários da manhã accusa acrememente a administração municipal por ter faltado aos seus deveres deixando de proceder ao alistamento como lhe é determinado, diz o tal diario, no art. 2º da lei n. 69 de 1 de agosto ultimo:

Um pouco de conhecimento das leis da Republica e ficarão restabelecidos os bons creditos da administração municipal como a mais severa no cumprimento dos seus deveres.

A lei de 20 de setembro de 1892, que organisa o Districto Federal, no art. 82 sob o titulo—Disposições Geraes—preceitua: « Ficam em vigor para a primeira eleição municipal as disposições da lei n. 3209 de 9 de janeiro de 1881 referentes a eleição geral e á parte penal, em todos os pontos que não tiverem sido alterados pela presente lei.»

A não haver outra disposição legislativa, e a não terem sido alterados, como não foram, pela lei organica do districto os preceitos formulados pela de 1881 relativos ao alistamento, é claro que este devia estar a cargo dos poderes aos quaes em 1881 foi confiado.

— Reflecta-se que a lei de organisação do districto é de setembro ultimo e parece que, si o legislador pretendesse alterar as disposições vigentes com relação ao assumpto, teria enjejo de fazel-o por occasião de legislar para o Districto Federal.

Assim, porém, não aconteceu: resta, portanto, aquilatar do valor da censura feita á actual Intendencia Municipal, reporrer ás disposições geraes.

O legislador de 26 de Janeiro de 1892, no art. 3º, regulou a materia, determinando que o alistamento se fizesse no dia 5 de abril de cada anno e confiando-o aos membros do

verno Municipal (Camara, Intendencia ou Conselho).

A lei n. 69 de 1 de agosto, de que faz cabedal o *Diario de Noticias* para a censura que julgou dever fazer á intendencia actual, altera as disposições do artigo 3º da lei de janeiro, com relação a epoca do alistamento, não para o Districto Federal, nem para os municipios, mas para os estados, como é expresso do texto da lei. Diz o art. 2º: «O primeiro alistamento eleitoral será iniciado, independente de regulamento, no dia 5 de outubro do corrente anno nos estados que não o tiverem feito.

Eis a lei da qual o alludido *Diario* citou o artigo mas calou o texto, ao que parece por vantagem do alarme contra a actual administração municipal, e que temos o direito de transcrever como prova da incompetencia da critica, pois não haverá quem confunda estado com districto, ou municipio.

Um ultimo argumento em favor do acerto com que andou a actual Intendencia, se colhe da propria lei de 26 de janeiro no capitulo disposições geraes.

Diz o § 1º do art. 59:

« Nos estados ou municipios em que não tenha havido eleição para a constituição do governo municipal por occasião de ser executada a presente lei competirá aos membros das ultimas camaras municipais eleitas o desempenho de todas as attribuições que na mesma vão especificadas.» Logo, desta disposição explicita da lei de janeiro, que não foi revogada pela lei n. 69 de 1 de agosto, resulta que no Districto Federal, onde não houve eleição para a constituição do governo municipal, o alistamento que a mesma lei de janeiro, pelo artigo 3º determinou que fosse feito a 5 de abril, confiando-o aos membros do governo municipal, competia e compete aos membros das ultimas camaras municipais eleitas, e não a actual administração municipal.

De modo que, ainda quando á força se queira fazer do Districto Federal estado, erro de doutrina politica que ninguem commetterá, não lhe é applicavel a lei n. 69 que altera o art. 3º da lei de 26 de janeiro porque esta não o é tambem.

Assim o entendeu o governo que, nos termos do § 1º do art. 59, da lei de 26 de janeiro, confiou todas as funções eleitoraes ao presidente da ultima Camara Municipal eleita.

A administração municipal, portanto não tinha de fazer alistamento nem a 5 de abril nem a 5 de outubro, porque conhece as leis da Republica e pauta por ellas sua conducta.

Rio, 8 de outubro de 1892.— C. Barata Ribeiro.

EXPEDIENTE DO GABINETE DO DR. PRESIDENTE

Dia 8 de outubro de 1892

Foram expedidas as seguintes portarias: Ao Sr. Dr. contador — Tendo hontem os contractantes Antonio Mendes Barreto e Antonio Rodrigues de Barros dado começo á execução da seu contracto para abastecimento de gado e, portanto, cessado a intervenção da Intendencia em tal serviço, cumpre que enviéis o balancete da receita e despesa desde 1 do corrente até 6, com relação ás quantias despendidas na compra de gado pela administração.

Outrosim aproveito a oportunidade para lembrar a vantagem de apresentar á Contadoria um balancete geral das despesas com a compra de gado desde o dia de seu inicio durante a minha administração, até o dia 6 do corrente, no qual figurem as quantias que têm sido enviadas pelo governo em conta do debito que contrahiu com a municipalidade, de accordo com suas determinações traduzidas em varias portarias.

Rio de Janeiro, 8 de outubro de 1892.— C. Barata Ribeiro, presidente.

Ao Sr. Dr. thesoureiro — Estando a terminar-se a liquidação das contas de despesa e receita com a distribuição e venda de generos alimentícios em satisfação do que a esta Intendencia foi determinado pelo governo, e porque se tenham já recolhido aos cofres municipais quasi a totalidade das quantias a re-

ceber-se, determino-vos que façais recolher ao Thesouro Nacional as quantias já recebidas, do que me fareis immediata communicação.

Rio de Janeiro, 8 de outubro de 1892.—C. Barata Ribeiro, presidente.

Ao Sr. Dr. procurador.—Tendo deixado a Intendencia de abater gado desdo hontem 7 de corrente e porque convenha liquidar todas as contas concernentes ao assumpto, cumpre que deis, com urgencia, as necessarias providencias afim de que sejam recebidas pela Contadoria as quantias devidas a Intendencia por Karl Vallais, provententes da compra de couros e outros misteres, de accordo com o seu contracto feito com a mesma Intendencia em concurrencia publica.

Rio, 8 de outubro de 1892.—C. Barata Ribeiro, presidente.

Ao Sr. Dr. procurador.—Cumpre que com urgencia me informeis si, pelo Visconde de Carvalhaes, foi feita, como mandava a clausula 5ª do contracto firmado com esta Intendencia para alargamento da rua Nova do Ouvidor, a caução de dez contos de réis, assim como do que a respeito constar é das providencias que tenham sido tomadas a bem dos direitos e interesses da municipalidade, no recolhimento daquella quantia.

Rio de Janeiro, 8 de outubro de 1892.—C. Barata Ribeiro, presidente.

Ao Sr. director do Matadouro.—Em virtude da communicação constante do vosso officio de hontem sob n. 558, determino-vos que por acto publico responsabiliseis os veterinarios do matadouro, os quaes incoreram, pelo seu procedimento, em falta fortemente prejudicial aos interesses da municipalidade.

Outrosim vos determino que desconteis dos vencimentos desses funcionarios os dos dias em que a hora precisa não estiverem presentes ao serviço.

Rio, 8 de outubro de 1892.—C. Barata Ribeiro, presidente.

EXPEDIENTE DO DIA 8 DE OUTUBRO DE 1892

Officios expedidos

Ao Ministerio dos Negocios do Interior, remettendo, por copia, o balancete formulado pela Contadoria Municipal, demonstrando a despesa e receita proveniente da compra do gado e respectiva venda até ao fim do mez de setembro findo;

Ao mesmo, solicitando a devolução do projecto graphico e mais papeis referentes a concessão do engenheiro civil Tito Barreto Galvão, afim de ser satisfeita a recommendação da portaria desse ministerio, de 10 do mez proximo passado;

Ao mesmo, communicando ter esta intendencia, desde hontem deixado de abater gado por conta propria, em virtude de terem dado, nessa data, começo a matança os contractantes do fornecimento de carnes verdes a esta capital;

Ao Dr. chefe de policia, remettendo, para informar, os requerimentos dos negociantes João Rodrigues Paraiso, José Vicente da Silva, Henrique de Almeida Machado, Domingos Antonio Vasques, João Pinto de Barros e Antonio Pereira de Figueiredo, pedindo licença para terem seus estabelecimentos abertos além das 10 horas da noite.

Requerimentos despachados

Manoel Fernandes Barcellos.—De accordo com a informação do director do Tombamento, só deve ter logar o que pede o supplicante, instruindo a sua petição com os documentos necessarios e exigidos por lei.

Alfredo Werneck do Nascimento.—O peticionario de uma licença é o responsavel perante os cofres municipaes por todos os impostos; a administração só cumpre zelar pelos interesses que lhe estão confiados e não tem que ver com os negocios de particulares. Cobre-se, portanto, do respectivo devedor o que for de direito na plena execução das leis e caes.

Antonio de Souza Pardal, Abilio de Lacerda e João da Fonte Junior.—Indeferidos.

RENDAS PUBLICAS

ALFANDEGA DO RIO DE JANEIRO

Rendimento do dia 1 a 7 de outubro de 1892.....	1.409:493\$377
Idem do dia 8.....	249:213\$731

Em igual periodo de 1891..	1.658:707\$608
	2.148:903\$692

RECEBEDORIA

Rendimento do dia 1 a 7 de outubro de 1892.....	618:153\$935
Idem do dia 8.....	137:904\$113

Em igual periodo de 1891..	756:088\$048
	690:110\$212

MESA DE RENDAS DO ESTADO DO RIO DE JANEIRO NA CAPITAL FEDERAL

Rendimento do dia 8 de outubro de 1892.....	5:432\$108
Idem de 1 a 8.....	151:271\$208

NOTICIARIO

Junta Commercial—Sessão em 12 de setembro de 1892—Presidente coronel Castilho Mala, secretario, Cezar de Oliveira. Presentes o presidente Castilho Mala, os deputados Goulart Torres, Guimarães e Santos e o secretario Cezar de Oliveira, faltando com participação os deputados Souza Ribeiro e Lemos, abriu-se a sessão.

Foi lida e approvada a acta da sessão antecedente.

O expediente constou de: Officio de 9 do corrente, do juiz da camara commercial do tribunal civil e criminal, Dr. Alfonso Lopes de Miranda, communicando ter julgado extincta a fiança do agente de leilões desta praça, Antonio Gianuini Baderna.—Inteirada.

Requerimentos—De Francisco dos Santos Guimarães, José Antonio dos Santos Guimarães, José Serra, Manoel Tavares Junior, Manoel Joaquim Corrêa e Marianno Antonio da Silva, para serem admittidos á matricula de De commerciantes.—Deferidos.

De Eduardo Rios Gomes e Leopoldo Figueira, coretores de fundos publicos, para serem exonrados.—Deferidos, fazendo-se a publicação das vagas do officio nos termos do art. 14 do decreto n. 806, de 26 de julho de 1851.

De Eugenio Fontainha, para ser nomeado corretor de fundos publicos, provando sua idoneidade com attestado dos commerciantes matriculados Luiz A. F. de Almeida e Francisco Antunes de Nazareth.—Praste fiança de 50:000\$ em dinheiro, apolices ou letras hypothecarias, na conformidade do art. 1 do decreto n. 882, de 18 de outubro de 1890 e art. 1º § 1º do decreto n. 1026 de 14 de novembro do mesmo anno.

Da Companhia Nacional de Oleos, para dar-se baixa no registro do patacho S. Christovão, de sua propriedade, por tel-o vendido a Magalhães & Comp. e a José Pereira Vieira Junior.—Deferido.

De M. Mendes e Busck Junior & Comp., para o deposito das certidões do registro das suas marcas de manteiga com os exemplares do *Diario Official* em que as publicaram.—Deferido.

De Joaquim José Duarte e Alves & Pimentel, para identico deposito com referencia ás suas marcas de cigarros, registradas na Junta Commercial do Recife.—Deferidos.

Da Companhia Agricola e Commercial do Brazil, para ser archivada a acta da assembléa geral de 30 de abril ultimo, que votou a reforma dos seus estatutos com a carta de approvação do governo.—Deferido.

Da Companhia Comissões e Ensaque de Café, para ser archivada a acta da assembléa geral, de 29 de agosto ultimo, sobre identico objecto.—Deferido.

Da Companhia Norte Mineira, para ser archivada a acta da assembléa geral de 19 de agosto ultimo, sobre identico objecto.—Deferido.

Da Companhia Geral de Lubrificação, para ser archivada a acta da assembléa geral, de 29 de agosto ultimo, que alterou alguns artigos dos seus estatutos.—Deferido.

Da Companhia das Minas de Ouro Falla, para serem archiva-las as actas das assembléas geraes, de 20 de agosto ultimo e 6 do corrente, que alteraram os seus estatutos com augmento do capital.—Deferido.

Da Companhia Industrial de Ferro e Ferragens, para ser archivada a acta da assembléa geral, de 6 de junho ultimo, que resolveu a sua dissolução.—Deferido.

Da Companhia Imprensa Commercial do *Diario do Commercio*, para ser archivada copia da acta da assembléa geral, de 3 do corrente, sobre identico objecto.—Apresente certidão da acta, nos termos do art. 91 do decr. n. 934, de 4 de julho de 1891.

Da Companhia Geral de Transportes, para ser archivada a acta da assembléa geral, de 23 de agosto ultimo, que resolveu a transferencia do seu activo e passivo ao Banco Economico.—Deferido.

De Rodrigues, Costa & Comp., Guimarães & Pinto, Silva Grillo & Comp., Cerqueira Souza & Comp., Mme Muniz & Comp., Monteiro da Silva & Nogueira, Chaves & Cancellia, Brandão & Martins, Lopes & Bastos e A. Fiorita & Comp., para o archívamento dos seus contractos sociaes.—Deferidos.

De Alvaro Braga & Comp., para o archívamento de um additivo ao seu contracto social.—Deferido.

De Cardoso, Lopes & Comp., Costa, Pacheco & Almeida, Cerqueira Souza & Comp., Cabral & Coutinho, Figueiredo & Pedro, Garcez Motta & Comp., Soares & Irmão, para o archívamento dos seus distractos sociaes.—Deferidos.

De Motta Bastos & Vieira, Silva & Comp., Costa, Rocha, Meneres & Comp., Joaquim José de Souza, M. J. Oliveira Figueiredo, Moraes & Almeida e Tavares Corrêa & Comp., para o registro de suas firmas commerciaes.—Deferidos.

Da sociedade em commandita por accões sob a firma Ferreira Serpa & Comp. para identico registro.—Não pôde ter logar o registro antes de archivados os estatutos ou contracto social da sociedade em commandita por accões, em que se converteu a Companhia de Mercadorias.

De Leonardo José Villela Cabral, para ser-lhe transferido o «copiador» em branco da firma Cabral & Coutinho.—Deferido.

De Gomes Ribeiro & Comp., fazendo identico pedido com referencias aos livros «diarios» e «copiador» da firma antecessora Antonio Gomes Ribeiro.—Deferido.

O presidente deu conhecimento de ter nomeado A. C. de Moraes Bessa, Moreira Maximino & Comp. e José Casimiro da Silva Pinto, para servirem no conselho fiscal da Companhia Fabril Industrial de Vinagre.

Pagadoria do Thesouro—Pagam-se manhã as folhas de professores adjuntos, ferias do Corpo de Bombeiros e trabalho nocturno da estatistica.

Estrada de Ferro de Paulo Atonso—Extracto do relatório do director da estrada sobre os serviços do trafego, realisados no mez de agosto de 1892:

Administração central—Tiveram regular andamento todos os trabalhos que se acham a cargo da administração central. Com excepção do novo contador, que ainda não se apresentara, e de um escripturario licenciado, os de mais empregados estiveram em serviço. A despesa feita com essa divisão

importára.....	2:230\$760
----------------	------------

Sendo:	
Com pessoal.....	2:130\$301
Com material.....	91\$459

Trafego—Os serviços do trafego foram regularmente feitos por 31 trens, sendo 16 de carga, 9 mixtos e 6 de lastro, e outros trabalhos particulares da estrada.

Esses trens percorreram 3.450 kilometros em 210 horas e 49 minutos, sendo o percurso médio de 111 kilometros e 290 metros.

Os carros, em numero de 24, percorreram 2.784 kilometros, e os vagões, em numero de 387, percorreram 34.280 kilometros.

A composição média dos trens foi de 13,26 carros e vagões; sendo carregados 9,07 e vazios 4,19.

Os trens consumiram 94 toneladas e 864 kilogrammas de lenha, sendo assim de 27^{kg}.497 grammas o consumo por trem-kilometro.

Movimento na linha

Passageiros de 1ª classe.....	36
Idem de 2ª dita.....	206 1/2
Idem de 3ª dita.....	195
Telegrammas.....	51
Animaes.....	32

Bagagens e encomendas.....	t. k. 1.732
Mercadorias.....	441.655

Sendo:

Importadas:

Sal.....	t. k. 322.112
Cereaes do paiz.....	28.693
Fazendas, ferragens, etc.....	25.862
Aguardente.....	14.923
Assucar.....	287
Café.....	478
Diversos.....	4.583

Exportados:

Couros.....	26.018
Pelles.....	9.880
Diversos.....	8.819

Movimento financeiro

Receita arrecadada.....	6:967\$934
Idem a ser cobrada.....	18\$600

Total.....	6:986\$534
Despeza do custeio.....	11:886\$553

Deficit..... 4:900\$019

A receita arrecadada proviera das seguintes verbas:

Passageiros de 1ª classe.....	41\$100
Idem de 2ª dita.....	263\$680
Idem de 3ª dita.....	115\$100
Telegrammas.....	50\$000
Animaes.....	41\$020
Bagagem e encomendas.....	45\$320
Sal.....	4:470\$360
Cereaes do paiz.....	185\$930
Mercadorias estrangeiras.....	474\$760
Aguardente.....	226\$240
Assucar.....	4\$180
Café.....	6\$309
Diversas importações.....	51\$320
Couros.....	424\$030
Pelles.....	163\$400
Diversos, exportação.....	71\$080
Armazenagem.....	29\$660
Rendas diversas.....	186\$300
Ditas eventuaes.....	25\$001
Fornecimento a-particulares pelo almoxarifado.....	18\$393
Alugueis de proprios nacionaes..	74\$500

Total..... 6:967\$934

A despeza com o custeio da estrada proviera dos seguintes serviços:

Administração.....	2:230\$760
Trafego.....	2:356\$305
Locomoção.....	2:851\$152
Via permanente.....	4:448\$336

Total..... 11:886\$553

Assim discriminada:

Com-ordenados e salarios.....	8:910\$940
Com materiaes.....	2:975\$613

A porcentagem da despeza sobre a receita foi de 170,14 %, sendo:

Receita por dia.....	225\$372
Idem por trem.....	225\$372
Idem por kil. de estrada.....	60\$228

Idem por kil. percorrido.....	2\$025
Despeza por dia.....	383\$437
Idem por trem.....	383\$437
Idem por kil. de estrada.....	102\$470
Idem por kil. percorrido.....	3\$445

Na porcentagem da receita entraram:

Passageiros com.....	6,03 %
Mercadorias com.....	86,99 %
Diversos com.....	6,93 %

Total..... 100,00 %

Na porcentagem da despeza entraram:

Administração por.....	18,77 %
Trafego, por.....	19,82 %
Locomoção, por.....	23,99 %
Via permanente.....	37,42 %

Total..... 100,00 %

Locomoção—O serviço do movimento dos trens foi feito regularmente, e quasi sempre de accordo com o horario em vigor.

A marcha média dos trens foi de 16x,362 por hora.

Condução dos trens—Com esse serviço dependeu-se 1:019\$101.

Sendo:

Com pessoal.....	589\$791
Com material.....	429\$310

O que dá para tracção:

De cada trem.....	32\$874
De cada carro ou vagão.....	2\$480
De cada trem kilo-netro.....	\$295
De cada carro ou vagão.....	\$027

Locomotivas — Com excepção da machina Paulo Affonso, entregue astrafo publico a 11 de dezembro de 1891, as de mais locomotivas pertencentes á estrada se acham em pessimas condições de trabalho, devido ao estrafego de seus organismos.

Receberam os concertos precisos e estiveram em serviço as seguintes machinas que percorreram:

Sinimbú.....	1.934
Penedo.....	1.154
Pir-nhas.....	332

Em reparos se acham as machinas Macceio e Jatoba, e encostada, pelo máo estado de suas rodas, a Alagôas.

A despeza feita com as locomotivas importara em 622:467, sendo:

Com pessoal.....	423\$200
Com material.....	194\$267

Carros e vagões—Receberam os concertos indispensaveis os carros e vagões de que dispõe o trafego da estrada, e estiveram em serviço dous carros mixtos, dous ditos de 3ª classe, 12 vagões fechados e oito abertos.

E' de toda necessidade a remessa immediata dos 20 pares de rodas eixadas, que por ordem desse ministerio devem ser fornecidas a esta ferro-via pela Estrada Central do Brazil, attendendo ás pessimas condições em que se acham as rodas dos carros e vagões.

A despeza feita com os carros e vagões importa em 121\$805, sendo:

Com pessoal.....	105\$400
Com material.....	16\$405

Officinas—Todas as machinas—ferramentas funcionaram regularmente, e estiveram quasi sempre empregadas no fabrico e reparos do material da estrada.

A despeza feita com os serviços que correm por conta dos officinas importara em 500\$996, sendo:

Com pessoal.....	310\$050
Com material.....	190\$946

Via-permanente—Conservação—Com a substituição de dormentes e nivelamento da linha nos pontos mais precisos, poderão sem o menor inconveniente, circular os 31 trens, havidos durante o mez.

O pessoal ordinario da conservação, além da substituição de dormentes, realisarã os seguintes trabalhos:

Linha bitolada, metros.....	4.488
Idem nivelada, metros.....	3.296
Idem lastrada, metros.....	3.497
Idem capinada, metros.....	24.956
Banquetas reconstruidas, metros.....	5.585

Valletas limpas, metros.....	8.292
Boeiros limpos.....	21
Terra empregada em lastro e em aterros, metros cubicos.....	876
Alvenaria de tijolo, metros cubicos.....	19
Alvenaria de pedra e cal, metro cubicos.....	15

sendo o material empregado:

Dormentes.....	1.049
Grampos.....	1.125
Parafusos de junção.....	101
Tala idem.....	1
Trilho.....	1
Tijolos.....	9.10
Cal, siccos.....	6.440

Obras de arte—Entrou em reparações a ponte de Piranhas, sob uma das linhas de desv'o.

Estações e edificios—Ficaram quasi terminadas as obras de alvenaria no barracão para abrigo dos vehiculos em Jatobá, ao mesmo tempo que continuou-se com a preparação da madeira para coberta. Ficára fechado o pedaço de muro, que faltava para cercar de gradil a esplanada da estação de Piranhas.

Linha telegraphica—Terminaram os trabalhos da revisão da linha telegraphica, com o fim de substituir os postes de madeira que estavam estragadas, e ao mesmo tempo de tirar as sinuosidades do traçado nos quatro primeiros kilometros.

A despeza feita com os diversos serviços que correm por conta da via Permanente importara em 4:448\$336.

Sendo:

Com o pessoal.....	2:703\$923
Com o material.....	1:744\$413

Conclusão—Todos os empregados cumpriram regularmente com suas obrigações; não havendo durante o mez, occorrença alguma, digna de especial menção.

EDITAES E AVISOS

Intendencia Municipal

O conselho de Intendencia Municipal manda fazer publico que fica concedido o prazo de 60 dias, a contar desta data, para execução de postura abaixo transcripta, e que, findo esse prazo, serão pelos engenheiros municipaes feitas as respectivas verificações e executados os trabalhos pela municipalidade á custa dos proprietarios, que incorrerão nas penas constantes dos arts. 9º e 10.

Postura municipal sobre aparelhos de esgotos domiciliarios approvada em sessão de 31 dezembro de 1891.

Art. 1.º Ficam desde já obrigaos os proprietarios de predios urbanos, na Capital Federal, a fazer executar, nos aparelhos de esgoto dos referidos predios os melhoramentos indispensaveis e urgentes que pelas autoridades sanitarias lhes forem indicadas.

Art. 2.º Esses melhoramentos, a dem medidas de asseio e concertos ou reparos necessarios, consistirão, particularmente, na adopção de caixas de lavagens em todos os aparelhos de syphão simples, collocados no pavimento terço dos predios que ainda não o possuem, e na ventilação do tubo principal da descida de imundicies em cada casa, assim como na ventilação dos syphões dos aparelhos installados em quaesquer pavimentos, seja qual for o systema das bacias.

Art. 3.º As caixas de lavagem terão a capacidade de seis a dez litros; serão de ferro fundido, e funcionarão em descargas intermitentes, subitas, provocadas ou automaticas; quando automaticas, as descargas só se effectuarão de duas em duas horas, mediante gradação conveniente dos registros, com o fim de evitar-se desperdicio de agua.

Art. 4.º Além dos aparelhos de esgoto, os receptaculos domiciliarios de aguas servidas e mictorios em communicação immediata com tubo principal de descarga de imundicies na rede subterranea actual, deverão ser dotados

de syphões em seu percurso, antes da junção áquelle tubo.

Art. 5.º Nos predios em que o numero deapparehos installados for insufficiente, attenta a quantidade de pessoas que nelles residirem, os proprietarios ou arrendatarios se são obrigados a fazer collocar outros, de modo que se guarde sempre a proporção maxima de um appareho de esgoto para 20 individuos.

Art. 6.º Nas novas installações domicilia-rias, a contar da data da presente postura, tanto em predios existentes, como nos que forem construindo, a situação dos apparehos de esgoto será sempre feita de accordo com as indicações da autoridade sanitaria.

Art. 7.º Nos predios em que for actual mente impossivel melhorar os apparehos existentes, por se acharem pessimamente collocados ou irremediavelmente arruinados, os proprietarios serão obrigados a substituil-os, mediante intimação das autoridades sanitarias.

Art. 8.º Para execução das obras, melhoramentos e reparos, nos termos da presente postura, marcará em cada casa, a Intendencia, prazo razoavel, ouvido o engenheiro municipal do districto respectivo, e solicitará da Inspectoria Geral de Hygiene indicação das casas que carecerem dos melhoramentos a que se referem os artigos antecedentes, providenciando sobre execução das obras precisas, do que fará comunicação immediata ao proprietario. Esta comunicação substituirá a intimação, para della decorrer o prazo dentro do qual deva ser executado o melhoramento e satisfeitas as despesas.

Art. 9.º As despesas correrão por conta dos proprietarios e, no caso de recusa ao pagamento, a municipalidade fará a cobrança executivamente afim de indemnizar-se da despesa.

Art. 10. A os proprietarios, ou seus representantes, que se oppuserem á realisação de qualquer dos melhoramentos indicados, será imposta a multa de 30\$ e do dobro na reincidencia.

Art. 11. Revogam-se as disposições em contrario.

Sala das sessões, 31 de dezembro de 1891.— Está conforme.—*J. A. de Magalhães Castro Sobrinho*, secretario.

E para que chegue a noticia de todos mandou lavrar, fixar e publicar pelo imprensa o presente edital.

Capital Federal, 22 de setembro de 1892.—*Dr. C. Barata Ribeiro*, presidente.—*J. A. de Magalhães Castro Sobrinho*, secretario.

Intendencia Municipal

DIRECTORIA DA AFERIÇÃO

De ordem do Conselho de Intendencia Municipal, previne-se aos Srs. commerciantes das freguezias de Jacarapaguá, Campo Grande, Guaratiba e Santa Cruz, que o prazo para a aferição, revista dos pesos, medidas e balanças das ditas freguezias principia em 1 de outubro e termina no dia 31 do mesmo mez, incorrendo na multa da respectiva postura aquelles que deixarem de se apresentar no referido prazo.

Directoria da aferição, 1 de outubro de 1892.—O director, *Antonio Trevão*.

DIRECTORIA DO TOMBAMENTO

De ordem do conselho de Intendencia Municipal, faço publico para conhecimento dos interessados, que o Dr. Egydio Pinto da Silva Mello requereu titulo de aforamento do terreno de sesmarias da ladeira do Senado, onde se acham edificados os predios ns. 72, 74 e 76, antigos 66 e 68. Por isso, convido a todos aquelles que forem contrarios a essa pretensão a apresentar-se nesta repartição no prazo de 30 dias, com documentos que provem seus direitos, findo o qual nenhuma reclamação se attenda, resolvendo o mesmo conselho como for de direito.

Directoria do Tombamento, 30 de setembro de 1892.—O director, *Luiz Antonio Navarro de Andrade*.

Intendencia Municipal

DIRECTORIA DE OBRAS

De ordem do cidadão Sr. Dr. director se faz publico que no dia 14 do corrente mez, ás 11 horas, se recebem propostas para a reconstrução da muralha á rua do Mauá (em Santa Thereza), as quaes deverão ser entregues e logo após abertas em presença dos proponentes no gabinete do cidadão Dr. intendente de obras.

O deposito prévio para garantir as propostas é de 5% da quantia de 18:968\$983, em que está orçada a mesma obra.

As propostas devem conter os preços em globo, por extenso e em algarismos e bem como a indicação da moradia dos proponentes.

Os proponentes deverão observar e cumprir as disposições da resolução de 19 de fevereiro de 1874.

Directoria de Obras da Intendencia Municipal, 8 de outubro de 1892.—*Francisco Figueiras Junior*, 1º official.

DIRECTORIA DE OBRAS

De ordem do cidadão Dr. director se faz publico que no dia 16 do corrente, ás 11 horas, se recebem propostas para a reconstrução do calçamento da rua Esperança, as quaes deverão ser entregues e logo após abertas em presença dos proponentes no gabinete do cidadão Dr. intendente de obras.

O deposito prévio para garantir as propostas é de 5% da quantia de 11:283\$190, em que está orçada a mesma obra.

As propostas devem conter as peças de unidade, extenso e em algarismos, e bem como a indicação da moradia dos proponentes.

Os proponentes deverão observar e cumprir as disposições da resolução de 19 de fevereiro de 1874.

Directoria de Obras da Intendencia Municipal, 8 de outubro de 1892.—O 1º official interino, *A. Machado*.

1ª Pretoria

O Dr. Celso Aprigio Guimarães, juiz de direito da 1ª Pretoria do Districto Federal da Republica dos Estados Unidos do Brazil.

Faz saber aos que o presente edital virem, que em cumprimento do disposto no art. 63 da lei n. 85 de 20 de setembro findo, deverá ter lugar no dia 30 do corrente, ás 10 horas da manhã a eleição dos intendentes que terão de compor o 1º Conselho Municipal desta Capital, nas secções e locaes da circumscripção desta pretoria, servindo os presidentes e mesarios nos locaes por mim designados, pela forma seguinte:

1ª secção

Quarteirão 1º 2º e 3º.—249 eleitores.
Local—Saguão dos telegraphos.

Presidente

Dr. Augusto Alvares de Azevedo.

Mesarios

Eugenio Marçal.
José de Barros Taveira.
Antonio Joaquim Lopes.
Antonio Rayth da Silva.

2ª secção

Quarteirão 4º.—169 eleitores.
Local—Praça do Commercio.

Presidente

Dr. Pedro Augusto de Moura Carijó.

Mesarios

Dr. Ignacio Landell de Moura.
Manoel dos Passos Faria de Mendonça.
Joaquim Pedro de Alcantara.
José de Oliveira Graça.

3ª secção

Quarteirões 5º, 6º e 7º.—213 eleitores.
Local—Caixa da Amortisação.

Presidente

Joaquim Augusto Freire.

Mesarios

Bento Antonio de Andrade Rosa.
Bernardino Ferreira da Costa Sousa.
Alfredo da Cunha Feijó.
Abel Pereira Guimarães.

4ª secção

Quarteirões 8º 9º e 10º — 228 eleitores.

Presidente

Gastão Raul Forton Bousquet.

Mesarios

Bento Carneiro da Rocha Braga.
José Moreira Neves.
João Baptista Fernandes da Silva.
Rodolpho de Abreu.

5ª secção

Quarteirão 11º — 157 eleitores.
Local — Alfandega.

Presidente

Dr. João Pizarro Gabizo.

Mesarios

Dr. Luiz da Costa Chaves Faria.
Dr. Antonio Augusto de Azevedo Sodré.
Francisco Antunes de Nazareth.
Henrique da Silva Lemos.

6ª secção

Quarteirão 12º e 13º — 192 eleitores.
Local — Escola Publica rua da Quitanda.

Presidente

Dr. João Capistrano do Amaral.

Mesarios

Afonso Henrique de Oliveira Montaury.
Eduardo Isaacson.
Antonio José de Abreu.
Braulio Antunes Moreira.

7ª secção

Quarteirão 14º e 15º — 155 eleitores.
Local — Correio.

Presidente

Dr. Joaquim Mariano de Macedo Soares.

Mesarios

Nelson Jansen de Faria.
Telasco Clapp.
José Granado Junior.
Manoel de Barros Barreto.

8ª secção

Quarteirão 16º — 167 eleitores.
Local — Saguão da Secretaria da Instrucção Publica (Largo do Passo).

Presidente

Dr. Ruy Barbosa.

Mesarios

Dr. Lucio de Mendonça.
Dr. Manoel Alvaro de Souza Sá Vianna.
Dr. Hypolito Velloso Pederneiras.
Rodolpho Joaquim Rodrigues.

E para que chegue a noticia a todos, mandei passar o presente, fazendo saber aos que tiverem impedimento que devem participal-o a este juizo até ás 3 horas da tarde da vespera da eleição, para os fins do artigo 65 da lei citada; sendo este publicado pela imprensa e affixado um outro no logar do costume. Dado e passado nesta cidade do Rio de Janeiro, aos sete dias do mez de outubro de mil oitocentos e noventa e dous. Eu, José Franklin de Alencar Lima, escrivão, subscrevo.—*Celso Aprigio Guimarães*.

Alfandega do Rio de Janeiro

Edital

Pela inspectoria desta alfandega se faz publico, para conhecimento dos interessados, que foram descarregados para esta repartição os volumes abaixo mencionados com signaes de avarias e de faltas; devendo seus donos ou consignatarios apresentar-se para providenciar a respeito.

Vapor inglez *Tamar*.
Armazem n. 10—Marca R&C—R: 1 caixa n. 68, repregada. Manifesto em traducção.
Lettreiro Conde de Figueiredo: 1 dita, idem.
Idem.

Vapor inglez *Kepler*.

Armazem n. 9—Marca CCK: 8 caixas, repregadas. Manifesto em traducção.
 Marca CP: 3 caixas ns. 4, 5 e 7, idem. Idem.
 Marca FV&C: 1 dita n. 7, idem. Idem.
 Marca JBS: 6 ditas, idem. Idem.
 Marca L&C: 2 ditas n. 404 e 407, idem. Idem.

Marca MM&R: 2 ditas ns. 7 e 8; idem, idem. Idem.
 Marca MM: 1 dita n. 3.284, idem. Idem.
 Marca MAC: 3 ditas, idem. Idem.
 Marca OS: 3 ditas, ns. 1 á 3, idem, idem. Idem.
 Marca PA: 1 dita n. 6, idem, idem. Idem.

Lettreiro 70; 1 dita n. 66, idem, idem. Idem.

Vapor inglez *Mashelyne*.

Armazem n. 9—Marca CG&C: 1 volume, quebrado. Manifesto em traducção.
 Marca FM&C: 20 caixas, repregadas, idem. Idem.

Marca ACL: 25 ditas, idem. Idem.
 Marca JCYM: 10 ditas, idem, idem. Idem.
 Marca AC&C: 1 dita n. 856, idem, idem. Idem.

Marca B—C&—G: 1 dita n. 336, idem, idem. Idem.

Marca BF—F—S. Paulo: 1 dita n. 1.455, idem.

Marca CIMF: 1 dita n. 59, idem, idem. Idem.

Vapor inglez *Markelyne*.

Armazem n. 9—Marca C—RL&B: 1 caixa n. 209, repregada. Manifesto em traducção.
 Marca S—G—C: 1 dita n. 693, idem, idem. Idem.

Marca G: 1 dita n. 10, idem, idem. Idem.

Marca SMR&C: 1 dita n. 1.677, idem, idem. Idem.

Marca PS—R: 1 dita n. 1.659, idem, idem. Idem.

Marca R—SM—W: 1 dita n. 7.494, idem. Idem.

Vapor russo *Regulus*.

Armazem n. 10—Marca LJF&C: 1 caixa diversos numeros, repregadas. Manifesto em traducção.
 Marca F—V—15: 1 dita n. 506, idem. Idem.

Marca LJ—S: 1 dita n. 8.914, idem, idem. Idem.

Vapor allemão *Lissabon*.

Armazem n. 7—Marca MNL: 1 caixas n. 227, avariadas. Manifesto em traducção.
 Marca B&C: 20 ditas, idem. Idem.
 Marca FMC—JP&C: 7 ditas diversos numeros, idem. Idem.

Marca F&C: 10 ditas, diversos numeros, idem. Idem.

Marca DF&C: 1 dita n. 4.671, quebrada, idem. Idem.

Marca FYA: 10 ditas, idem. Idem.

Vapor francez *Cordonan*.

Armazem n. 7—Marca DF&C: 1 caixa n. 4.671, avariada. Manifesto em traducção.

Marca FVA: 10 ditas, idem. Idem.

Armazem n. 11—Marca JMTO: 1 dita n. 1.222, idem.

Marca PC&F: 1 dita n. 850, idem, idem. Idem.

Marca GM&C 360: 3 ditas ns. 1 e 3, idem, idem. Idem.

Marca MF&I: 43 ditas, idem, idem. Idem.

Marca RD&C: 17 ditas, idem, idem. Idem.

Marca RG&C: 5 ditas, idem. Idem.

Marca FYA: 11 ditas, idem. Idem.

Marca FA: 8 ditas, idem. Idem.

Lettreiro Izidoro Franca: 3 ditas, idem. Idem.

Vapor francez *La Plata*.

Armazem n. 6—Marca FS&C: 1 caixa, repregada. Manifesto em traducção.

Marca RP&C: 1 dita, idem. Idem.

Marca C&M: 3 ditas, idem. Idem.

Marca AG&C: 2 ditas, idem. Idem.

Marca PPZ: 1 dita, idem. Idem.

Marca JJC: 2 ditas, idem. Idem.

Marca CF&I: 6 ditas, idem. Idem.

Marca SA&S—RJ—FC: 1 dita, idem. Idem.

Marca CPS&C—MV&C: 3 caixas, idem. Idem.

Marca TP&C: 1 dita, idem. Idem.

Marca CCC: 3 ditas, idem. Idem.

Armazem n. 12—Marca CLS: 1 dita n. 5.003, idem. Idem.

Armazem das amostras—Marca JW&C: 1 dita n. 1.181, idem. Idem.

Armazem n. 13—Marca O&B: 1 dita n. 717, idem. Idem.

Marca SW: 1 dita n. 445, idem. Idem.

Marca AJF&C: 1 dita n. 96, idem. Idem.

Marca AAC&C: 1 dita n. 4.345, idem. Idem.

Marca BF: 1 dita n. 1.214, idem. Idem.

Marca BLO—T: 1 dita n. 61, idem. Idem.

Marca BB&C: 1 dita n. 3, idem. Idem.

Marca CLS: 1 dita n. 5.000, idem. Idem.

Marca CP&C: 1 dita n. 2.882, idem. Idem.

Marca D&I—W: 2 ditas ns. 3.536 e 3.542, idem. Idem.

Marca IEM: 1 dita n. 126, idem. Idem.

Lettreiro Dreyfus: 4 ditas ns. 425/7 e 429, idem. Idem.

Marca VD: 1 dita n. 6.325, idem. Idem.

Marca VCF&T: 1 dita n. 2.916, idem. Idem.

Marca D&I—W: 1 dita n. 3.520, idem. Idem.

Marca MR: 1 dita n. 20, idem. Idem.

Marca S: 1 dita n. 6.557, idem. Idem.

Vapor francez *Cordouan*.

Trapiche do Ordem—Lettreiro: 1 quartola, com falta. Manifesto em traducção.

Marca FVA: 2 pipas, idem. Idem.

Vapor francez *Entre Rios*.

Armazem n. 12—Marca AG&C—R: 2 caixas ns. 331 e 335, repregadas. Manifesto em traducção.

Marca AL&C: 1 dita n. 1.231, idem. Idem.

Marca BF&G—IF: 1 dita n. 1.706, idem. Idem.

Marca CCC: 1 dita n. 281, idem. Idem.

Marca CBC: 2 ditas ns. 2.709/10, idem. Idem.

Armazem n. 7—Marca CNFE: 1 dita n. 334 bis, idem. Idem.

Marca CRP: 3 ditas, idem. Idem.

Despacho sobre agua—Marca FHH&C: 1 dita n. 3, idem. Idem.

Armazem n. 7—Marca FL: 2 ditas, idem. Idem.

Armazem n. 12—Marca GS&C: 1 dita n. 637, idem. Idem.

Marca GDR&C: 1 dita n. 5, idem. Idem.

Marca GMB&C—DF&L: 1 dita n. 605, idem. Idem.

Armazem 7—Marca HIM: 1 dita n. 2.677, idem. Idem.

Marca JACC: 1 dita, idem. Idem.

Armazem n. 12—Marca JOC&G: 1 dita, idem. Idem.

Marca JMP&O: 1 dita n. 4, idem. Idem.

Marca JO&C: 1 dita n. 1, idem. Idem.

Marca MM—C: 1 dita n. 7.096, idem. Idem.

Marca MM—V&N: 1 dita n. 626, idem. Idem.

Marca MN&C—D: 1 dita n. 2.214, idem. Idem.

Marca MW&C—IF: 2 ditas ns. 1.701/2, idem. Idem.

Marca SCM—CE: 1 dita n. 1.557, idem. Idem.

Marca SM&PC—SR: 1 dita n. 25, idem. Idem.

Despacho sobre agua—Marca T: 1 dita, idem. Idem.

Armazem n. 12—Marca 230: 2 ditas ns. 72 e 73, idem. Idem.

Marca CC&C—SGM: 1 dita n. 6.933, idem. Idem.

Marca CPB: 3 ditas ns. 10.11, 10.016 e 10.025, idem. Idem.

Marca MW&C: 1 dita n. 118, idem. Idem.

Armazem n. 7—Marca TAC: 1 caixa, repregada. Manifesto em traducção.

Marca JDCC: 5 ditas, idem. Idem.

Marca EA: 3 ditas, idem. Idem.

Marca RCP: 6 ditas, idem. Idem.

Armazem n. 12—Marca AD&C—RD: 1 dita idem, idem.

Marca AD&C: 3 ditas, idem. Idem.

Marca BJ: 1 dita, idem. Idem.

Marca GCA: 1 dita, idem, idem. Idem.

Marca CH&C: 1 dita, idem.

Armazem n. 12—Marca CCC: 1 caixa n. 284 repregada. Manifesto em traducção.

Marca C: 1 dita n. 2.216, idem, idem. Idem.

Marca CAC—B: 1 dita n. 794 idem, idem. Idem.

Armazem n. 7—Marca DCA: 3 caixas repregadas. Manifesto em traducção.

Armazem n. 12—Marca FS&C: 1 caixa n. 1, repregada. Manifesto em traducção.

Armazem n. 7—Marca FL: 1 caixa, repregada. Manifesto em traducção.

Marca EA—CC: 1 dita, idem. Idem.

Armazem n. 12—Marca GDR&C: 1 caixa n. 4, repregada. Manifesto em traducção.

Marca JBC: 1 dita n. 7.133, idem, idem. Idem.

Despacho sobre agua—Marca TR: 2 caixas, repregadas. Manifesto em traducção.

Armazem n. 12—Marca TBC: 1 caixa n. 7.133, repregada. Manifesto em traducção.

Marca MAV: 1 dita idem, idem.

Armazem do despacho—Marca PIC: 4 caixas, repregadas. Manifesto em traducção.

Armazem n. 7—Marca RL&C: 3 caixas, repregadas. Manifesto em traducção.

Armazem n. 12—Marca T: 1 caixa, repregada. Manifesto em traducção.

Marca US&C: 2 engradados ns. 561 e 557, avariados, idem. Idem.

Vapor francez *Bretagne*.

Despacho sobre agua—Marca CS&C: 1 caixa, repregada. Manifesto em traducção.

Marca aC&O: 1 dita n. 790, idem, idem.

Marca TCC—S: 1 dita, idem, idem. Idem.

Marca MMO: 1 dita, n. 777, idem. Idem.

Marca PCC—G: 1 dita n. 94, idem. Idem.

Armazem n. 3—Marca TCC: 1 caixa, repregada. Manifesto em traducção.

Marca VP&C: 18 ditas, idem, idem.

Armazem n. 14—Marca AO&G: 1 caixa, avariada. Manifesto em traducção.

Lettreiro Bavaria: 1 dita n. 200, idem. Idem.

Marca CIMF: 2 ditas ns. 31, 22 e 33, idem. Idem.

Marca FO1410—FFB: 2 ditas ns. 2.991 e 2.992, idem. Idem.

Vapor allemão *Oitinda*.

Marca OP&C: 1 dita n. 9.066, idem. Idem.

Marca PBN1: 2 ditas n. 1.986 e 1.998, idem. Idem.

Marca CPSR: 1 dita n. 9.737, idem. Idem.

Sem marca: 1 dita, idem. Idem.

Numero 5.085: 1 dita, idem. Idem.

Alfandega do Rio de Janeiro, 4 de outubro de 1892. — *Leopoldino A. R. Sattamini*.

Repartição de Pharóes

AVISO DOS NAVEGANTES

Pharol da Pedra Secca—Estalo da Parahyba

Achando-se concertado o machinismo de rotação do aparelho de luz do pharol da Pedra Secca, no estado da Parahyba, avisa-se que desde hontem exhibe elle a sua luz primitiva: branca de eclipses e lampejos de minuto em minuto.

Repartição de Pharóes, Rio de Janeiro, 4 de outubro de 1892. — *Leopoldino José dos Passos Junior*, director geral interino.

Commissariado Geral da Armada

CONCURRENCIA

Grupos ns. 1, 2, 3, 4 e 5 (açougue, padaria, mantimentos para a esquadra e escola naval e dietas para o hospital de marinha).

De ordem do Sr. capitão de mar e guerra chefe do commissariado geral da armada faço publico que, em cumprimento ao aviso n. 2.460 de 5 do mez vigente, o conselho economico, reunir-se-ha no dia 20 do corrente ás 11 horas da manhã, em uma das sallass desta repartição, a fim de receber propostas para o fornecimento durante o proximo futuro exercicio, dos artigos que constituem os grupos supra-mencionados:

Os Srs. concurrentes deverão satisfazer na parte que lhes diz respeito, todas as exigencias do regulamento, anexo ao decreto n. 946 de 1 de novembro de 1890, as quaes são:

1.^a Encher com os preços por extenso e em algarismo a proposta impressa que lhe será fornecida pelo secretario do commissariado a qual datará e assignará, para ser apresentada ao conselho economico.

2.^a Entregar pessoalmente ou por seu legitimo representante, directamente ao conselho economico, no lugar, dia e hora annunciados não só as suas propostas como as amostras correspondentes.

3.^a Exibir, no acto da entrega da proposa, além da certidão do respectivo contracto social, quando não seja firma individual, os documentos que provem ser negociante matriculado e haver pago o imposto de casa commercial, relativo ao ultimo semestre. Esses documentos lhe serão restituídos antes de proceder-se á leitura das respectivas propostas.

4.^a São dispensados da apresentação da matricula na Junta Commercial as fabricas e estabelecimentos industriaes da Republica e terão estes e aquellas a preferencia sobre os outros concurrentes em igualdade de condições e circumstancias devidamente provadas.

Ficam desde já prevenidos de que serão obrigados a supprir ao Arsenal de Marinha desta capital, pelos mesmos preços por que proponham fornecer a este commissariado todos os artigos que merecerem a preferencia do citado conselho.

Para os demais esclarecimentos relativos a boa orientação do presente edital dirijam-se á secretaria desta repartição.

Commissariado Geral da Armada, 8 de outubro de 1892.—*Luiz de Sancta Catharina Baptista.*

Intendencia da Guerra

HABILITAÇÕES

Tendo se de annunciar o recebimento de propostas para o fornecimento de diversos artigos durante o 1.^o semestre de 1893, de ordem do Sr. coronel intendente convidado as pessoas que pretendem fornecer taes artigos a virem habilitarse na forma do regulamento em vigor até o dia 27 do corrente mez.

Aquellas pessoas que se acham habilitadas deverão, contudo, apresentar em requerimento dirigido ao conselho de compras, o bilhete de imposto pago no Thesouro Nacional, correspondente ao ultimo semestre.

Rio de Janeiro, 8 de outubro de 1892.—O secretario, *A. B. da Costa Aguiar.*

Iluminação de Manãos

De ordem do Sr. director desta repartição, faço publico que, por determinação do governador do estado, fica prorogado por mais sessenta dias o prazo marcado para o recebimento de proposta para o serviço de iluminação desta cidade.

As propostas serão selladas e apresentadas em carta fechada até ás 11 horas do dia 1.^o de dezembro, nesta repartição.

A concorrência versará; 1.^o, sobre o sistema de iluminação; 2.^o, sobre o poder illuminante dos focos; 3.^o, sobre o preço das unidades (metro cubico de gaz, foco electrico, etc.) tanto para o estado como para os particulares; 4.^o, sobre o prazo do privilegio; 5.^o, sobre a especie da moeda para o pagamento.

Si o proponente não residir nesta cidade, deverá ter procurador com poderes especiaes para represental-o.

O contractante da iluminação terá privilegio exclusivo para assentar nas ruas e praças da cidade os encanamentos, fios ou outrosapparehos necessarios á iluminação destinados ao serviço publico e particular.

O prazo maximo do privilegio será de 30 annos.

A area da cidade a illuminar desde logo será comprehendida dentro dos seguintes limites: Ao sul, o rio Negro; á leste, a rua Major Gabriel; ao norte, a rua Dr. Machado e a oeste o igarapé da Cachoeira Grande.

O contractante dará começo ás obras necessarias ao serviço da iluminação no prazo de 4 mezes contados da data da approvação do respectivo contracto, e as concluirá no prazo de 8 mezes depois começados.

A iluminação das ruas, praças, jardins publicos, etc., terá a duração de 11 horas por noute.

O contractante será obrigado a fornecer luz aos particulares onde existir o serviço de iluminação publica.

O contractante poderá privar do fornecimento o consumidor que não for pontual nos pagamentos.

O contractante incorrerá na multa de 500 réis por foco de luz que for encontrado apagado durante as horas em que deviam estar accesos.

Em tempo oportuno será expedido o regulamento para fiscalisação das obras e mais serviços da iluminação.

As despezas de fiscalisação serão pagas pelo contractante, sendo a sua importancia descontada dos pagamentos que houver de receber do thesouro.

Pela inobservancia das clausulas do contracto, serão especificadas multas de 100\$ a 200\$ e o dobro na reincidencia.

O prazo do privilegio será contado do dia em que for inaugurado o serviço da iluminação.

O concorrente cuja proposta for escolhida depositará immediatamente nos cofres do Thesouro Estadual uma caução de dez contos de réis em dinheiro, titulos da divida publica ou hypotheca de bens de raiz.

Esta caução é destinada a garantir a execução do contracto e reverterá em favor do estado em caso de caducidade ou rescisão do contracto.

Em caso de fallencia do contractante, o estado entrará na posse de todo o material e fará o serviço de iluminação por administração ou por contracto, tudo por conta e risco da massa; podendo tambem indemnisa-la da importancia do material, tendo em vista, nesse caso, o estado em que se achar e o numero de annos que faltar para a terminação do contracto.

Nem uma proposta será recebida sem ser acompanhada de documento que prove haver sido feito no Thesouro Estadual um deposito de cinco contos de réis em dinheiro. Este deposito reverterá em favor do estado si o concorrente cuja proposta for escolhida não assignar o respectivo contracto.

A abertura das propostas far-se-ha no dia 1 de dezembro do anno corrente, ás 12 horas do dia, na secretaria desta repartição.

Manãos, 6 de outubro de 1892.—O escrivão, *Victor Antonio Fernandes.*

E. de Ferro Central do Brazil

CORRIDAS NO JOCKEY-CLUB

De ordem da directoria se declara, para conhecimento do publico, que domingo, 9 do corrente por occasião das corridas no Prado Fluminense, haverá trens especiaes directos para condução de passageiros desde as 10 horas da manhã, até uma hora e 30 minutos da tarde e depois de concluidas as corridas.

Estes trens especiaes não pararão nas estações de S. Diogo, S. Christovão e Mangueira. O preço de cada passagem de ida e volta, sem distincção de classe é de 500 réis.

Escritorio do trafego, 7 de outubro de 1892.—*J. Rademaker,* chefe do trafego.

E. de Ferro Central do Brazil

TRAFFEGO DIRECTO COM A ESTRADA DE FERRO OESTE DE MINAS

De ordem da directoria declara-se, para conhecimento do publico, que, em virtude da communicação feita, hontem, pela presidencia da Companhia da Estrada de Ferro de Oeste de Minas, abaixo transcripta não se receberão, nas estações desta estrada, a despacho directo para a de Oeste de Minas, mercadorias que estavam incluidas no art. 80 das tarifas, hoje revogado.

«Companhia Estrada de Ferro Oeste de Minas—Rio de Janeiro, 6 de outubro de 1892.—Em additamento ao meu officio de 3 do corrente venho declarar-vos que a Estrada de Ferro Oeste de Minas não fará o transporte de mercadoria alguma comprehendida nas disposições do art. 80 das condições regulamentares que, embora despachada nessa estrada em trafego mutuo, não tenha gozado de abatimento que lhe corresponder, bem como, só aceitará despacho em trafego mutuo nas suas estações, de mercadorias subordinadas ao referido art. 80 continuando elle em inteiro vigor.»

Saude e fraternidade.—Ao cidadão director da Estrada de Ferro Central do Brazil.—*M. P. Barbosa,* presidente.

Escritorio do trafego, 7 de outubro de 1892.—*J. Rademaker,* chefe do trafego.

Corpo de Bombeiros

CONCURRENCIA

Recebem-se propostas em carta fechada, até ás 11 horas do dia 18 do corrente, para o fornecimento a este corpo, durante o 2.^o semestre do corrente anno, de diversos generos relativos a ferramentas, ferragens, ferros e artigos semelhantes, tintas e drogas, couros e artigos para correio.

Por occasião da apresentação das propostas cada proponente fará um deposito de 100\$ na secretaria do corpo, para garantia da assignatura de seu contracto, e depois deste assignado dará a caução de 10% da importancia calculada sobre o fornecimento provavel de um mez, servindo de base os do anno anterior.

Os impressos especificando os artigos acima acham-se á disposição dos Srs. preponentes, na mesma secretaria, onde informa-se acerca das condições do fornecimento, em dias uteis, das 10 horas da manhã ás 2 da tarde.

Capital Federal, 4 de outubro de 1892.—*Henrique Eugenio de Assis Loureiro,* alferes secretario.

2.^a escola publica do 2.^o gráo para o sexo masculino

Segunda-feira, 10 do corrente, começam as aulas deste escola na parte central do edificio proprio nacional da rua da Harmonia n. 62.

Os alumnos devem comparecer ás 9 horas da manhã. As matriculas continuam abertas até o dia 15 do corrente.

Capital Federal, 6 de outubro de 1892.—O director, *Dr. Servulo Lima.*

Repartição Geral dos Telegraphos

Acham-se inauguradas as estações telegraphicas de Livramento, União e Parnahyba, no estado do Piahy, e da Barra do Pirahy, no estado do Rio de Janeiro.

As taxas para as estações do Livramento e União são de 700 réis por palavra; para a de Parnahyba de 770 réis e para a da Barra do Pirahy de 70 réis, todas a partir da estação central.

Capital Federal, 7 de outubro de 1892.—*J. M. de Lemos Bastos,* director.

EDITAES

Edital para eleição de intendente do—Districto Federal.

O Dr. Ataulfo Napolés de Paiva, juiz da 13ª pretoria do Districto Federal etc.

Faz saber a quem o conhecimento desta pertencer, que em virtude de aviso do Ministerio do Interior, foi designado o dia 30 de outubro corrente para ter logar a eleição de intendentes municipaes, convida os eleitores desta circumscripção a darem seus votos, no referido dia ás 10 horas da manhã, nas secções abaixo declaradas, devendo cada eleitor exhibir o seu titulo para votar, sendo a cedula manuscrita em papel branco ou anilado, não devendo ser transparente, nem ter marca, signal ou numeração, devendo conter um só nome. E estando organizada as mesas eleitoraes que devem presidir a dita eleição e designado os lugares, como abaixo se segue e nomeados os seus respectivos membros, cumpre que compareçam nos referidos edificios a hora marcada afim de darem os seus votos. E para que chegue ao conhecimento de todos os eleitores passei o presente edital e mais dous de igual teor, que serão afixados e publicados nos lugares do costume. 13ª Pretoria do Districto Federal em 10 de outubro de 1892. Eu Antonio Gonçalves de Lima Torres, escrivão que o escrevi.—*Ataulfo Napolés de Paiva.*

Divisão da 13ª pretoria (Engenho Novo) em secções eleitoraes a que se refere o edital supra.

1º districto

1ª secção, Largo do Pedregulho n. 3, 1º e 2º quarteirões, 212 eleitores;

2ª secção, Estação de S. Francisco Xavier, 3º, 4º, 5º e 6º quarteirões, 121 eleitores;

3ª secção, Rua 24 da Maio n. 52, 7º, 8º e 9º quarteirões, 237 eleitores;

4ª secção, Estação Riachuelo, 10º, 11º e 12º quarteirões, 154 eleitores.

2º districto

1ª secção, Rua D. Adelaide, 1º, 2º e 3º quarteirões, 222 eleitores;

2ª secção, Estação de Todos os Santos, 4º, 5º, 6º e 7º quarteirões, 212 eleitores;

3ª secção, Estação do Engenho Novo, 8º, 9º, 10º e 11º quarteirões, 205 eleitores;

4ª secção, E. Publica Vesitação, 12º, 13º e 14º quarteirões, 229 eleitores;

5ª secção, Club da R. Imperial, 15º e 16º quarteirões, 176 eleitores;

6ª secção, rua Goyaz E. Publica, 17º e 18º quarteirões, 197 eleitores;

7ª secção, Estação Meyer, 19º e 20º quarteirões, 96 eleitores.

13ª Pretoria em 10 de outubro de 1892.—Eu Antonio Gonçalves de Lima Torres, escrivão, o escrevi.—*Ataulfo Napolés de Paiva.*

De notificação aos diversos accionistas do Banco dos Funcionarios Publicos, para dentro do prazo de um mez que correrá da 1ª publicação deste edital, satisfazerem ao mesmo banco as entradas de captaes a que são obrigados e em que se acham em atraso, sob pena de serem as suas accções vendidas em leilão, na forma da lei.

O Dr. Salvador Antonio Moniz Barreto de Aragão, juiz na 1ª Camara Commercial do Tribunal Civil e Criminal da Capital Federal, etc.

Faz saber aos que o presente edital virem que, pelo presidente do Banco dos Funcionarios Publicos; e em virtude de designação do conselheiro presidente desta camara, lhe foi apresentada a petição com designação do teor seguinte: Illm. Sr. Dr. presidente da Camara Commercial do Tribunal Civil e Criminal.—Havendo o Banco dos Funcionarios Publicos convidado os subscriptores de accções a realisar, com os intervallos de tempo fixados em seus estatutos, cinco entradas de capital, sendo cada uma de 10 %, correspon-

dente a 5\$ por accção, e não tendo varios accionistas, constantes da relação junta, completado o numero daquellas entradas, conforme se acha discriminado na mesma relação, venho por isso, como presidente do referido banco, de conformidade com a deliberação tomada em assembleia geral que teve logar a 30 de março deste anno, depois de esgotados os prazos marcados nos annuncios respectivos, e autorisado pelo art. 9º dos estatutos, requer-vos que, na forma da lei das sociedades anonymas, sejam notificados aquelles accionistas de que as suas accções vão ser vendidas em leilão, logo que estejam cumpridas as disposições da lei.—Saude e fraternidade.—Rio de Janeiro, 22 de agosto de 1892.—*Jeronymo Rodrigues de Moraes Jardim*, presidente do banco. Estava sellada. Designação:—Ao Dr. Salvador. Rio, 26 de agosto de 1892.—*Silva Mafra*. Sobre o que foi dado o despacho seguinte: D. A. Notifique-se.—Rio, 2 de setembro de 1892.—*Salvador Moniz*.—Distribuição: D. a Domingues em 2 de setembro de 1892.—*J. Conceição*.—A relação a que se refere a petição supra é do teor seguinte: Relação de accionistas a que se refere a petição junta, indicando o numero de accções, as entradas de capital não realisadas e as quantias correspondentes. Achille Bone, 100 accções, 2ª até 5ª entradas, 2:000\$; Adolpho Borges Leitão, 30 accções, 3ª até 5ª entrada, 450; Affonso Henrique Garnier, 4 accções, 3ª até 5ª entradas, 60\$; Alberico José de Magalhães Castro, 5 accções, 4ª e 5ª entradas, 50\$; Alfredo Avelino Pinto Guimarães, 2 accções, 4ª e 5ª entrada, 20\$; Alfredo Vieira, 5 accções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Alvaro Magalhães dos Santos Delgado, 1 accção, 2ª até 5ª entrada, 20\$; Antonio Candido do Amaral, 10 accções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Antonio Corrêa Leal, 2 accções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Antonio da Costa Barros Pereira das Neves, 10 accções, 3ª até 5ª entradas, 150\$; Antonio F. Rabello Junior, 1 accção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Antonio Honorato de Barros, 2 accções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Antonio José Moreira, 2 accções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Antonio José de Passos Assumpção, 2 accções, 2ª a 5ª entradas, 40\$; Antonio José Pereira Sobrinho, 5 accções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Antonio José Victorino de Barros, 100 accções, 2ª até 5ª entradas, 2:000\$; Antonio Manoel Domingues, 100 accções, 4ª e 5ª entradas, 1:000\$; Antonio Rodrigues Ramos, 2 accções, 5ª entrada, 10\$; Dr. Aristides Cesar de Almeida, 50 accções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; Arlindo Vianna, 2 accções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Arthur Coelho da Silva Sobrinho, 2 accções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Arthur Lopes da Silva, 2 accções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Augusto do Couto Magalhães, 25 accções, 2ª até 5ª entradas, 500\$; Augusto de Oliveira F. Pereira, 2 accções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Auxilio Victor Teixeira Lopes, 1 accção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Basilio Marques da Silva, 2 accções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Bento José de Sá Figueiredo Junior, 2 accções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Bento José Victorino de Barros, 5 accções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Bernardino de Souza Franco Quaryba, 5 accções, 3ª até 5ª entradas, 75\$; Camillo José Gomes de Sant'Anna, 2 accções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Candido Theodoro de Macedo Paes Leme, 2 accções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Dr. Carlos Alberto, 50 accções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; Carlos Augusto Alves de Oliveira, 2 accções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Carlos Floriano da Costa Barreto, 4 accções, 3ª até 5ª entradas, 60\$; Carlos Frankenkel, 30 accções, 3ª até 5ª entradas, 300\$; Carlos F. da Silva, 10 accções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Carlos Proença, Gomes, 5 accções, 4ª e 5ª entradas, 50\$; Carlos Xavier de Siqueira Bravo, 2 accções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Carolino José Garcia, 2 accções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Cornelio Anastasio Lopes Junjnar, 1 accção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Diogo Vieira Cortes Junjnar, 3 accções, 4ª e 5ª entradas, 30\$; Domingos de Azeredo Coutinho Duque Estrada, 20 accções, 3ª até 5ª entradas, 300\$; Domingos Pereira da Silva, 4 accções, 3ª até 5ª entradas, 60\$; Durval Homem da Rocha, 2 accções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Eduardo Augusto

da Silva, 2 accções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Eduardo Ribeiro, 50 accções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; Eduardo da Silva Delduque, 2 accções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Eduardo da Silveira Lobo, 10 accções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; D. Eulalia da Cruz Santos Filha, 5 accções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Eulalio Duarte da Silveira, 5 accções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Firmo Alves de Andrade, 2 accções, 5ª entrada, 10\$; Francisco Borges Bailly, 5 accções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Francisco Carlos Dias Medronho, 1 accção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Francisco Coelho de Carvalho, 2 accções, 5ª entrada, 10\$; Francisco José Bockel, 8 accções, 2ª até 5ª entradas, 160\$; Francisco José Ferreira de Noronha Feital, 3 accções, 2ª até 5ª entradas, 60\$; Francisco Garrocho de Brito, 10 accções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Francisco Geraldo Lannes, 10 accções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Dr. Francisco José de Souza Lopes, 50 accções, 5ª entrada, 250\$; Francisco Manoel da Silva, 50 accções, 3ª até 5ª entradas, 750\$; Francisco Moreira Soares, 8 accções, 4ª e 5ª entradas, 80\$; Francisco de Paula Barros, 50 accções, 3ª até 5ª entradas, 750\$; Francisco Pitanga, 6 accções, 2ª até 5ª entradas, 120\$; Francisco Xavier Junqueira Franco, 2 accções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Francisco Xavier de Oliveira, 1 accção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Gastão dos Guimarães Bilac, 5 accções, 5ª entrada, 25\$; Genero Augusto de Oliveira Mattos, 2 accções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Genuino Accioli da Luz, 1 accção, 3ª até 5ª entradas, 15\$; Guilherme Frederico de Lemos, 1 accção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Guilherme Lopes de Oliveira, 1 accção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Guilherme da Rocha Soares, 1 accção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Gustavo de Paula Rios, 1 accção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Henrique de Araujo Lima, 5 accções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Henrique Dias Paes Leme, 1 accção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Ignacio Goulart de Oliveira, 1 accção, 3ª até 5ª entradas, 15\$; Jacintho Rufino de Almeida, 1 accção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Jeronymo Maximo Rodrigues Cordaio, 1 accção, 3ª até 5ª entradas, 15\$; João Antonio Martins de Mello, 2 accções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; João Baptista Lopes de Oliveira, 2 accções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; João Capistrano do Amaral, 50 accções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; João E. de Brito, 50 accções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; João F. de Carvalho Junior, 10 accções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; João Francisco Canezza, 10 accções, 4ª e 5ª entradas, 100\$; João José de Bittencourt, 2 accções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; João de Lacerda Kemp, 2 accções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; João Manoel de Moraes e Souza 60 accções, 3ª até 5ª entradas, 900\$; João Martins, 1 accção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; João Medeiros da Silva, 20 accções, 2ª até 5ª entradas, 400\$; João Rodrigues Chaves Junior, 50 accções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; João Panphilo Pinto da Faria, 2 accções, 5ª entrada, 10\$; João de Sá Hollanda Cavalcante, 3 accções, 3ª até 5ª entradas, 45\$; Dr. Joaquim Alves da Silva, 10 accções, 3ª até 5ª entradas, 200\$; Joaquim Barbosa Duarte Pinto, 3 accções, 4ª e 5ª entradas, 30\$; Joaquim Borges de Lemos, 20 accções, 2ª até 5ª entradas, 400\$; Joaquim E. de Siqueira Lima, 1 accção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Joaquim Honorato Montenegro, 2 accções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Joaquim José Pereira da Silva, 2 accções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Joaquim de Oliveira Durão, 2 accções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Joaquim Rodrigues Baptista, 10 accções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Joaquim Saturnino Duarte Silva, 2 accções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; José Augusto de Azavedo Marques, 10 accções, 3ª até 5ª entradas, 150\$; José Augusto Domingues, 150 accções, 4ª e 5ª entradas, 1:500\$; José Bernardino Fernandes, 10 accções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; José Carlos Pereira de Oliveira, 3 accções, 2ª até 5ª entradas, 60\$; José Carvalho Martins, 20 accções, 3ª até 5ª entradas, 300\$; José Claro Paes Leme, 2 accções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; José Dionysio Meira, 8 accções, 3ª até 5ª entradas, 120\$; José Francisco da Costa, 1 accção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; José Gomes Paes, 5 accções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; José Joaquim Peres

da Silva, 100 acções, 2ª até 5ª entradas, 2:000\$; José Joaquim dos Santos Junior, 10 acções, 4ª e 5ª entradas, 100\$; José Leoncio de Lira, 20 acções, 4ª e 5ª entradas, 200\$; José Paes Ferreira, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; José Pinheiro de Carvalho, 1 acção, 3ª até 5ª entradas, 15\$; Dr. José Silveira do Pilar Filho, 20 acções, 2ª até 5ª entradas, 400\$; Juvencio José Pereira, 1 acção 5ª entrada, 5\$; Leonardo Antonio Teixeira Leite, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Leopoldino dos Santos Pereira, 25 acções, 2ª até 5ª entrada, 500\$; Licínio da Gama Bentes, 4 acções, 4ª e 5ª entradas, 40\$; Lindolpho Mignon, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Ludu-gero José da Cruz, 2 acções, 2ª até 5ª en- tradas, 40\$; Luiz Antonio Ferreira, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; Luiz Antonio Na- varro de Andrade, 5 acções, 3ª até 5ª entradas, 75\$; Luiz Antonio de Oliveira, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Manoel da Cunha Valle, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Manoel Fer- reira de Araujo e Silva, 4 acções, 2ª até 5ª en- tradas, 80\$; Manoel Ferreira Coimbra, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Manoel Fer- reira de Queiroz, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Manoel João da Silva, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Manoel José da Costa Gui- marães, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:00\$; Manoel José Pereira, 100 acções, 3ª até 5ª en- tradas, 1:500\$; Manoel Lopes de Oliveira Lyrio, 20 acções, 3ª até 5ª entradas, 300\$; Dr. Manoel de Magalhães Couto, 5 acções, 4ª e 5ª entradas, 50\$; Manoel O. Gonçalves Pi- nheiro, 1 acção, 3ª até 5ª entradas, 15\$; Manoel Teixeira Coimbra Junior, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Noël de Almeida Ba- ptista, 5 acções, 4ª e 5ª entradas, 50\$; Pam- philo José Alves de Oliveira, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Paulo A. Gomes Pereira, 14 acções, 2ª até 5ª entradas, 280\$; Pedro Adol- pho Ramillac, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Pedro de Alcântara Leite Pinto, 50 ac- ções, 2ª até 5ª entradas, 1:00\$; Pedro An- tonio Ribeiro de Moraes, 2 acções, 3ª até 5ª en- tradas, 30\$; Pedro José de Arruda, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Pedro de Oliveira, 10 acções 2ª até 5ª entradas, 200\$; Ponciano Eugenio de Carvalho, 2 acções, 3ª até 5ª en- tradas, 30\$; Raymundo Augusto Teixeira Lima, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Ro- drigo Delphin Pereira, 1 acção, 2ª até 5ª en- tradas, 20\$; Samuel Eugenio B. Horta, 20 acções, 3ª até 5ª entradas, 300\$; Samuel Ri- beiro Guimarães, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Sebastião Mario Pereira Lessa, 45 acções 2ª até 5ª entradas, 900\$; Silvestre M. B. Brandão, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Thomaz Augusto Coelho, 3 acções 4ª e 5ª en- tradas, 30\$; Verissimo Mendes de Souza Fi- gueiredo, 5 acções, 5ª entrada, 25\$. Sobre duas estampilhas no valor de mil e cem réis Rio de Janeiro, 22 de agosto de 1892. — Jeron- ymo Rodrigues de Moraes Jardim, presi- dente do banco. Pelo que se passou o presente edital, pelo teor do qual são notificados os ac- cionistas constantes da relação supra, para que, dentro do prazo de um mez, que cor- rerá da primeira publicação deste, satisfa- çam ao dito Banco dos Funcionarios Publicos as quotas que se acham devendo de entradas correspondentes ás suas acções e discrimina- das na mesma relação, visto não o terem fei- to por ocasião das respectivas chamadas, sob pena de serem suas acções vendidas em publico leilão, pela cotação do dia deste, para pagamento do referido banco, polendo esse caso não sejam ellas vendidas por falta de comprador, considerand-as perdidas e apode- rar-se das entradas feitas, ou exercer contra os mesmos notificados os direitos derivados de suas responsabilidades. Para constar man- dou-se passar este e mais tres de igual teor, que serão publicados por dez vezes durante um mez, no *Diario Official* e em outra folha de maior circulação nesta capital, sede do banco, e affixado na forma da lei, de cuja affixação o porteiro dos auditores lavrará a competente certidão para ser junta aos respec- tivos autos. Dado e passado em 12 de setem- bro de 1892. Eu, José Luiz da Silva Mo- reira, escrivão interino, o escrevi. — *S. Alvador A. Muniz Barreto de Araydo.*

Jaboticabal

O cidadão José Baptista de Oliveira, juiz mu- nicipal pela lei, em exercicio neste termo de Jaboticabal, etc.

Por este edital com prazo de 90 dias, chamo a juizo com pena de revelia, os interessados desconhecidos e incertos, no processo de medi- ção e divisão da fazenda da Gramma de Cima, promovido por Joaquim Antunes de Oliveira e outros condôminos na mesma fazenda, para scientes de que costumam dar minhas audien- cias, aos sabbados, ás 11 horas da manhã, no cartorio do cível, comparecerem depois de feitas as citações e expirado o prazo deste edital, afim de nomear e approvar posto que procedam á medição e divisão, abonar as despe- zas, ficando mais citados para todos os ter- mos da causa até final sentença e sua execução, conforme a petição inicial em este cartorio, na qual os autores compridamente expõem sua intenção. E para que chegue ao conhecimento de todos mandei lavrar o presente que será afixado no logar do costume e publicado pela imprensa. Jaboticabal, 26 de agosto de 1892. Eu, João Evangelista Homem, escrivão do cível, o subscrevi. — *José Baptista da Rocha.* Estava devidamente sellado.

PARTE COMMERCIAL

Rio, 8

Cambio

Os bancos adoptaram a taxa official de 15 1/4 d. sobre Londres, que depois foi ele- vada a 15 3/4 d., sendo esta que regulou nas tabelllas durante o dia.

O mercado esteve firme, e as cotações foram subindo até de tarde, quando houve menos entusiasmo, fechando o mercado firme, mas não ás cotações mais altas do dia. As transac- ções constaram de letras bancarias de 15 5/8 a 16 d., de papel repassado a 16 d. tambem e de papel particular aos extremos de 15 3/4 a 16 1/8 d. A prazo houve negocio a taxas mais altas em papel particular.

A ultima hora os bancos saccavam franca- mente a 15 7/8 d., e cotava-se o papel parti- cular a 16 e 16 1/8 d.; vendedores á primeira e compradores á ultima taxa.

As taxas officiaes affixadas pelos bancos fo- ram as seguintes:

Londres, por 1\$..... 15 1/4 a 15 3/4 d., a 90 d/v
Pariz, por franco... 605 a 625 rs., a 90 d/v
Hamburgo, por marco 747 a 772 rs., a 90 d/v
Italia, por lira..... 605 a 645 rs., a 3 d/v
Portugal..... 290 a 302 %., a 3 d/v
Nova-York, por dollar 3\$150 a 3.300. á vista.

Cotações officiaes

Francos

Francos, ouro, 600 rs. p. fr.

Apolicas

Apolicas conv. miudas, 4 %..... 1:058\$000

Bancas

Banco da Republica..... 84\$000

Dito idem..... 84\$500

Dito idem v/c até ao fim do mez 88\$000

Dito idem até 15 de novembro... 89\$000

Dito Constructor..... 40\$000

Dito idem..... 41\$000

Dito Rural, 1ª serie..... 258\$000

Dito Inciador..... 7\$500

Dito do Brazil, 2ª serie..... 124\$000

Companhias

Comp. Viação Sapucahy..... 8\$000

Dita União Industrial dos Es- 25\$000

tados..... 36\$000

Debentures

Debs. Sapucahy..... 56\$000

Ditos Brazil Industri l, c/juros 205\$000

Letras

Letras do União Agricola Credito 82\$500

R. do Brazil..... 83\$000

Ditas idem..... 83\$000

Ditas do Banco Credito Real do 99\$000

Brazil, ouro..... 100\$000

Ditas idem, idem..... 100\$000

Rio de Janeiro, 8 de outubro de 1892. —

O presidente, *Thomaz Rabello.* — O secretario, *Julio Tavares de Aquino.*

Estrada de Ferro Central do Brazil

Mercadorias entradas no dia 8 de outubro nas estações de S. Diogo e Maritima

	Desde 1 do mez	
Aguardente.....	—	47 pipas.
Assucar.....	18.000	118.000 kilogs.
Café.....	238.308	2.715.761 >
Carvão vegetal.....	57.490	537.106 >
Fumo.....	6.943	45.222 >
Queijos.....	5.209	38.436 >
Toucinho.....	4.395	33.596 >
Diversas.....	13.189	95.376 >

Café

COTAÇÃO MÉDIA

Por 10 kilos

	Nominaes
Lavado.....	
Superior.....	
1ª boa.....	
1ª regular.....	
1ª ordinaria.....	10\$600
2ª boa.....	9\$600
2ª ordinaria.....	8\$200

SOCIEDADES ANONYMAS

Novo Banco Internacional do Brazil

ACTA DA ASSEMBLÉA GERAL EXTRAORDINARIA

Aos doze dias do mez de setembro de 1892 no salão do Banco União do Credito, á rua Primeiro de Março n. 55, achando-se reunidos á 1 hora da tarde 21 accionistas representando 6.900 acções, o presidente do banco Sr. Reginaldo Gomes da Cunha declara que, achando-se presente numero mais que sufficiente para legalmente funcionar a assembléa geral extra-ordinaria e nesse sentido indica para presi- didir os trabalhos o Sr. commendador Fran- cisco Carlos Naylor.

Consultada a assembléa é approvada unani- memente a indicação. Toma assento o Sr. Naylor e convida para secretarios os Srs. José Cardoso Pereira e José Ignacio Netto dos Reys de Carapebus.

O Sr. presidente manda ler a acta da ultima assembléa geral de 10 de maio e pondo a mes- ma em discussão e ninguem tomando a pala- vra, põe a votos a approvação da mesma que é unanimemente approvada.

O Sr. presidente expõe á assembléa os fins da reunião que, de conformidade com os an- nuncios tem por fim ouvir a exposição dos administradores do estado dos negocios do banco, de accordo com a lei consultará a as- sembléa si nestas condições convém a liquida- ção e nesse sentido dá a palavra ao Sr. presi- dente do banco.

O Sr. Reginaldo Gomes da Cunha diz que tendo sido eleito director na ultima assem- bléa o Sr. George Sanville especialmente para em tempo oportuno vir dar contas do estado dos negocios do banco e do seu parecer rela- tivo, assim julga competir ao seu collega fa- zer a exposição annunciada.

O Sr. George Sanville, pedindo a palavra, diz que a assembléa acabava de ouvir, pela leitura da ultima acta, em que condições e com que relutancia aceitara o encargo de di- rector do banco e fiel ao seu compromisso vem expor aos Srs. accionistas, sem reserva alguma, o verdadeiro estado dos negocios do banco. Si ha pouco mais de um anno tivesse de cumprir esta missão o orador viria do solo da assembléa cheio de satisfação annunciar- lhes que o estado do banco era muito prospero porque naquella época os titulos em geral tin- ham um valor relativo ao seu custo e os de- vedores em consequencia tinham tambem fa- cildades para liquidar seus compromissos. hoje, porém, tudo está mudado, como sabem, os valores em enorme baixa quasi sem cota- ção e assim tambem como consequencia ine- vitavel os devedores com a melhor boa von- tade, acham-se impossibilitados de solver seus debitos; a menos que se exija uma liquidação desastrosa. Assim é que o activo do banco é

muito superior a 2.000:000\$, tendo apenas um passivo de pouco mais de 600:000\$, representado por dous bancos desta praça em virtude de cauções de títulos em valor muito superior.

Entra em numerosas explicações relativamente ao activo afim de demonstrar que considera de boa cobrança a sua maior parte, porquanto mais espera da honorabilidade dos devedores na solução dos seus compromissos do que o valor dos títulos que garantem os seus debitos.

Resumindo, diz que consultando os interesses dos accionistas e em vista da difficuldade de fazer operações sem fundos disponíveis e attendendo ao prejuizo que sobre o activo se manifestaria si se tomasse o valor da cotação dos títulos que o compõem, e em face da disposição da lei, é obrigado a consultar a assemblea si é ou não de vantagem a liquidação do banco.

O Sr. Harold E. Heine, pedindo a palavra, faz algumas observações relativas ao relatório do director Sanville o qual responde, dando as explicações que necessita.

O Sr. José Cardoso Pereira diz que no seu entender é manifesta a conveniencia da liquidação amigavel e immediata do banco e abundando em diversas considerações tendentes a esse fim manda á mesa uma proposta neste sentido, propondo para liquidantes os Srs. George Sanville, José Marcos Nunes Belfort e commendador Francisco Carlos Naylor, mediante a porcentagem de 10 % sobre o total da liquidação.

O Sr. João Clemente de Carvalho entende que a remuneração dos serviços dos liquidantes deve ser de 10:000\$ a cada um e neste sentido manda uma proposta á mesa em additamento á do Sr. Cardoso.

O Sr. Dr. Honorio Coutinho diz que apreciando o relatório verbal do Sr. Sanville, não vacilla em admitir a liquidação do banco, mas tem duvidas em ver a necessidade da nomeação da commissão proposta, quando ella podia ser desempenhada pelos proprios directores, emquem confiava inteiramente, mas acabando de ouvir o Sr. Reginaldo G. Cunha a insistencia de não aceitar este encargo votava pela nomeação da commissão, porém em logar da retribuição dos liquidantes indicada nas duas propostas anteriores propunha de preferencia que a commissão liquidante tivesse o direito de retirar pelo seu trabalho 5% do total da liquidação para lhe parecer mais de accordo com a praxe e com os resultados a porvir.

OSr. Sanville declara que se aceitar a nomeação de liquidante só tem em vista prestar serviços aos Srs. accionistas e si mais tarde, em tempo opportuno, a assemblea os julgasse de valor acceptaria qualquer recompensa que ella porventura entendesse merecer.

No mesmo sentido o acompanham os Srs. Naylor e Belfort.

O Sr. Dr. Honorio Coutinho insiste na sua proposta, fazendo ver que é sómente justo que sejam remunerados aquelles que vão ter a difficil e penosa tarefa da liquidação do banco e neste sentido pede ao Sr. presidente que ponha á votos a sua proposta.

O Sr. presidente convida a assemblea a manifestar-se sobre a proposta do Sr. Dr. H. Coutinho, a qual é aceita unanimemente.

Em consequencia, é declarado o banco em liquidação amigavel, e declarados liquidantes os Srs. commendador Francisco Carlos Naylor, George Sanville e José Marcos Nunes Belfort, com plenos e illimitados poderes para transigirem, resolvendo em juizo ou fora delle, como melhor entenderem a bem dos interesses sociaes, e mesmo com poderes de procurador em causa propria para todos os effeitos da liquidação do Novo Banco Internacional do Brazil, tendo mais a faculdade de, no acto da liquidação, poder receber as acções do mesmo banco ou outras pelo valor que estipular a mesma commissão.

Nada mais havendo a tratar, o Sr. presidente agradece o seu comparecimento, prometendo por si e por seus collegas bem responder á confiança do cargo de que acaba de ser investido, e levanta a sessão ás 3 1/4 horas da tarde.

E eu, José Cardoso Pereira, servindo de secretario, mandei lavrar a presente, que depois de lida, achando-a exacta, assigno-a.— José Cardoso Pereira, 1º secretario.

Francisco Carlos Naylor, presidente; José Ignacio Netto dos Reis de Carapebús, 2º secretario; E. P. Lacaze; por procuração do Dr. Luiz da Rocha Miranda, E. P. Lacaze; Antonio Ferreira Alves Sobrinho; H. E. Heine; Eduardo J. de Almeida e Silva; Faria Cunha & Comp.. João Clemente de Carvalho; Felix I. Frias; Frias Hermanos; George Sanville; Reginaldo Gomes da Cunha; por procuração do Conde Caetano Pinto, Reginaldo Gomes da Cunha; por procuração do Conde Sebastião Pinho, Reginaldo Gomes da Cunha; José Marcos Nunes Belfort; Dr. Honorio G. de Paiva Coutinho; por procuração da Empresa Obras Publicas no Brazil. Francisco Carlos Naylor.

Companhia de Fiação e Tecidos Alliança

ACTA

A' 1 hora da tarde do dia 19 de setembro de 1892, achando-se reunidos no escriptorio da companhia á rua de Theophilo Ottoni n. 54 25 accionistas representando por si e como procuradores de outros vinte e quatro mil trezentos e sessenta e duas acções (24362) o Sr. presidente da directoria assume a direcção dos trabalhos e declara a' e t' a assemblea geral extraordinaria e indica para presidir-a o Sr. Bento da Rocha Cabral, indicação que foi aceita por todos os Srs. accionistas presentes; esteseñhor toma assento e conv' da para secretarios os Srs. Augusto Cesar de Miranda Jordão e Othon Leonardos.

E' lida e approvada sem discussão a acta da ultima assemblea geral extraordinaria.

O Sr. presidente lê uma prop'sta da directoria, competentemente autorizada pelos membros do conselho fiscal nos seguintes termos:

«Srs. accionistas da Companhia de Fiação e Tecidos Alliança.—A experiencia convenceu-nos da necessidade e conveniencia de ser alterada a nossa lei organica no sentido de dar-se mais amplitude aos fins da companhia.

Consequentemente vimos propor-vos que ao arti. 1º dos nossos estatutos seja additado um paragrapho permittindo á directoria a compra, venda e consignação do carvão de pedra e do algodão em rama.

São manifestas as vantagens que devem resultar destas operações.

Possue já a companhia local apropriado com excellent' ponte, pessoal e o material necessario para attender a grande parte do movimento das alludidas mercadorias.

O augmento de despeza, pois, e o empate que essas novas operações, virão occasionar, será largamente compensado pela favoravel differença no preço de consumo e pelo lucro resultante da consignação e venda.

Isto posto, temos a honra de offerecer á vossa apreciação e deliberação o seguinte projecto de alteração dos estatutos:

« crescente-se ao art. 1º — Paragrapho unico—Poderá outros'm a companhia, quando a directoria o entender conveniente, comprar, vender e receber á consignação, carvão de pedra e algodão em rama.

Rio de Janeiro, 19 de setembro de 1892.—Os directores, Manoel de Miranda Castro.—Joaquim Carvalho de Oliveira e Silva.—William Hector.

Concordamos.—Os membros do conselho fiscal, A. Ferreira da Silva.—Antonio Joto Alves da Cunha e Silva.—M. J. da Silveira.»

O Sr. presidente põe em discussão a referida proposta e, não havendo quem p'ça a palavra, o mesmo senhor entrega a presidencia ao Sr. 1º secretario e apresenta a seguinte proposta:

«A assemblea geral extraordinaria da Companhia de Fiação e Tecidos Alliança, constituida com numero sufficiente de accionistas representando mais de dous terços do capital social, julgando inopportuna esta occasião para alterar os estatutos, que ha tão pouco tempo foram reformados, mas tomando na devida consideração a proposta da directoria

approvada pelo conselho fiscal, que acaba de ser lida, resolve autorisar a honrada directoria, como de facto autorisa, a fazer as operações mencionadas no final da sua proposta e bem assim explorar qualquer outra industria que convenha, quando o entender conveniente aos interesses sociaes.

S. R.—Em assemblea geral, aos 19 de setembro de 1892.—Bento da Rocha Cabral.—Othon Leonardos.»

Depois de lida a referida proposta, toma novamente conta da pre-identia e põe em discussão a proposta a qual é approvada unanimemente.

Por proposta verbal do Exm. Sr. Barão de Pinto Lima e approvada pela assemblea, foram os membros da mesa autorizados a assignar a presente acta.

Nada mais havendo a tratar, o Sr. presidente agradece a honra que lhe foi conferida em dirigir os trabalhos da mesa e encerra a sessão ás 2 1/2 horas da tarde, e eu Augusto Cesar de Miranda Jordão, servindo de 1º secretario, a mandei fazer, conferei e assigno com a mesa.

Rio de Janeiro, 19 de setembro de 1892.—Bento da Rocha Cabral.—Augusto Cesar de Miranda Jordão.—Othon Leonardos.

The British Bank of South America, limited

CAPITAL DO BANCO EM 50.000 ACÇÕES DE £ 20 CADA UMA, £ 1.000.000; CAPITAL REALISADO, £ 500.000; FUNDO DE RESERVA, £ 300.000.

Balancete em 30 de setembro de 1892

Activo	
Accionistas, entradas a realisar.....	4.444.444\$440
Letras descontadas.....	2.527.624\$290
Emprestimos, contas caucionadas e outras.....	2.848.211\$715
Letras a receber.....	1.972.891\$340
Penhores de emprestimos, contas caucionadas, creditos, etc.....	2.058.958\$150
Diversas contas.....	5.620.170\$598
Caixa, em moeda corrente..	3.770.456\$446
	<hr/>
	23.242.762\$979
Passivo	
Capital.....	8.888.888\$880
Contas correntes sem juros..	1.605.450\$882
Ditas idem com juros a prazo	4.950.138\$616
Depositos a prazo fixo com aviso e por letras.....	1.265.615\$450
Titulos em caução e deposito.....	1.362.729\$700
Letras a pagar.....	106.481\$506
Ditas depositadas.....	696.228\$450
Diversas contas.....	4.367.229\$195
	<hr/>
S. E. ou O.	23.242.762\$979

Rio de Janeiro, 7 de outubro de 1892.—Pelo The British Bank of South America, limited, A. Menje, manager.—A. Richards, pro accountant.

PATENTES DE INVENÇÃO

N. 1508 — Memorial descriptivo acompanhando um pedido de privilegio, durante 15 annos, na Republica dos Estados Unidos do Brazil, para pedras artificiaes para calçamento, denominadas pedras mineras ferreas. Invenção do Dr. Manoel Freitas Pavanhos e Henrique Sastré, ambos moradores nesta capital.

Nossa invenção consiste em pedras artificiaes para calçamento, denominadas pedras mineras ferreas. Essas pedras são compostas com residuos mineral de ferro (duas partes) e cimento (uma parte,) podendo serem modificadas essas proporções.

Essas pedras são fabricadas em forma de paralelepípedos de diversos tamanhos, segundo as conveniências e servem para calçar ruas, avenidas, largos, praças e edificios, etc., são muito sólidas e resistentes.

Quando usadas essas pedras, podem ser desmanchadas e fornecem um adubo perfeito.

Em resumo, reivindicamos como pontos e caracteres constitutivos da nossa invenção:

Pedras artificiaes para calçamentos, compostas de resíduos mineral de ferro e cimento, como acima descripto e explicado.

Rio de Janeiro, 8 de setembro de 1892. — Como procuradores, Jules Gerault e Lec'erc.

N. 1509. — Memorial descriptivo acompanhando um pedido de privilegio, durante 15 annos, na Republica dos Estados Unidos do Brazil, para o cognac crystallisado, invenção de Custodio Teixeira da Silva, morador em Itapira, estado de São Paulo.

O meu cognac crystallisado é fabricado com aguardente proveniente de vinho com addição de assucar em quantidade sufficiente para a crystallisação abaixo transcripta.

Accrescenta-se mais o que é preciso de essencia de péra e limão para dar paladar bem como uma pequena quantidade de aniz estrellado.

Para obter-se a chrySTALLISAÇÃO arborescente do assucar, como se vê na amostra junta em duplicata, aquece-se o cognac já preparado.

Põe-se em cada garrafa um pequeno galho de Ypiriricão e deita-se o cognac quente nas garrafas que, em seguida são arrolhadas. Esfriando o cognac, o assucar crystallisa-se sobre os raminhos do galho dando a bebida bonita vista.

Esse cognac é de paladar muito agradável e muito digestivo e aperitivo.

Em resumo, reivindico como pontos característicos do meu invento:

Um cognac crystallisado composto de aguardente de vinho com addição de assucar, essencia de péra, de limão e aniz estrellado, no qual o assucar crystallisa-se sobre o galho de Ypiriricão, tudo como acima descripto e explicado.

Rio de Janeiro, 9 de agosto de 1892 — Como procuradores, Jules Gerault & Lecterc.

ANNUNCIOS

Imprensa Nacional

De ordem do Sr. administrador convido aos interessados constantes da relação abaixo a virem satisfazer nesta repartição os seus debitos provenientes de publicações feitas no *Diario Official*.

Alvaro de Almeida Gama, decreto n. 371.....	73\$500
Antônio Fialho, decreto 950.....	9\$700
Antonio Candido da Rocha, decreto n. 336.....	106\$600
Antonio Coutinho de Moraes (Companhia Seccos e Molhados de S. Christovão), decreto n. 124.....	84\$300
Antonio Emilio Pinto Garcia e outro (Companhia Taurina Brasileira), decreto n. 322.....	68\$200
Antonio Ferreira da Silva Carneiro, decretos ns. 875 e 175.....	27\$000
Antonio Guedes Valente, Dr. Bartholomeo Leopoldino Dantas e Joaquim Garcia de Castro, decreto n. 692.....	15\$200
Antonio José Gomes da Cunha e outro, decreto n. 10.247.....	12\$000
Antonio Joaquim Dias da Silva, (Cooperativa de Consumo, de Construções e Produção do Congresso Operario) decreto n. 77.....	18\$50
Antonio Paulo de Mello Barreto, José Arthur de Murinelli, engenheiros e outros decreto n. 594.....	68\$400
Augusto Las Casas dos Santos, Dr. decreto n. 1.046.....	14\$000

Augusto Severo de Albuquerque Maranhão, decreto n. 1.160.....	12\$800	Fabricio Gomes de Albuquerque Maranhão e Manoel Alves Vieira de Araujo. Decreto n. 1161.....	12\$800
Augusto Silveste de Faria e Fortunato Pinho, Avelar & Comp., decreto n. 746.....	15\$500	Felipe Wanderley e outro—Decreto n. 1183.....	14\$800
Banco Central Mineiro, decreto n. 620.....	9\$000	Francisco Carnevale Rimoli—Decreto n. 359.....	106\$400
Banco de Credito Brasileiro, decreto ns. 179, 1.309 e 774.....	50\$000	Francisco Joaquim Bittencourt da Silva, engenheiro e Christiano Cesar Coutinho—Decreto n. 550.....	77\$000
Banco de Credito e Comissões, decreto n. 691.....	171\$400	Francisco Jorge Ferreira Leite—Decreto n. 1093.....	8\$000
Banco dos Funcionarios Publicos, decreto ns. 640 Ce 811.....	48\$500	Francisco Mendes da Rocha e Vicente A. de Paula Pessoa Filho—Decreto n. 214.....	8\$400
Banco dos Operarios, decreto ns. 739, 843 e 370.....	87\$200	João Alberto Caetano Bouças—Decreto n. 490.....	8\$000
Banco da Republica dos Estados Unidos do Brazil. Decreto. 733 A Barão do Rio Pardo. Decreto n. 1206.....	13\$000	João Bernardo da Cruz Junior—Decreto n. 1289.....	10\$800
Bento de Almeida Baptista, (Dr.) Decreto n. 1125.....	5\$700	João Carlos da Silva Carneiro, José Bonsós Ferreira e Diogo Rodrigues de Moraes—Decreto n. 160.....	12\$800
Candido Matheus da Silva Pardal, Francisco Secco e Lourenço da Cruz Cardoso. Decreto n. 1248.....	13\$600	João Ferreira Lemos (Companhia Constructora e Comercio Paula Mayrink)—Decreto n. 507.....	85\$700
Carlos Eduardo Thompson. Decreto n. 968.....	8\$700	João Landell, Dr. (Companhia Aliança do Sul) Decreto n. 818.....	85\$680
Carlos Hargreaves, engenheiro. Decreto n. 486.....	26\$000	João Manoel de Miranda Barbosa—Decreto n. 728.....	13\$500
Companhia Colonisação e Industria de Santa Catharina. Decreto n. 708.....	10\$300	João Pinto Machado, (Companhia Cooperativa Hespanhola)—Decreto n. 470.....	82\$100
Companhia Comercio e Industria Nacional. Decreto n. 178.....	135\$400	Joaquim Antonio de Oliveira Botelho e Pamphilo M. Freire de Carvalho; Drs.—Decreto n. 462.....	72\$700
Companhia Engenho Central de Guapimirim. Decretos ns. 211 A e 740.....	20\$400	Joaquim Ignacio Pessoa de Siqueira tenente-coronel e Oscar Pinto—Decreto n. 474.....	70\$600
Companhia Engenhos Centraes de Magé. Decretos ns. 630 e 762.....	19\$100	Joaquim Jonas Bezerra Montenegro, Dr.—Decreto n. 834.....	5\$000
Companhia de Melhoramentos São Paulo e Paraná (Ernesto de Campos Lima e Fernando Schneider). Decretos ns. 599, 1144 e 43.....	66\$200	Joaquim Xavier Carneiro de Lacerda — Decretos ns. 10196, 99214 e 321.....	33\$400
Companhia de Melhoramentos em Sergipe. Decretos n. 119, 120, 212, 358, 436, 496 e 548.....	121\$700	José Alfredo da Cunha Vieira & Comp.—Decreto n. 532.....	32\$000
Companhia Mercantil S. Paulo e Norte do Brazil. Decreto n. 211.....	106\$600	José Brant de Carvalho, engenheiro e outro—Decretos ns. 638 e 1098.....	14\$000
Companhia Padaria Fluminense. (Joaquim José de Azevedo e outros). Decreto n. 1006.....	80\$500	José Candido Teixeira (Companhia Cooperativa Paulista Italiana). Decreto n. 562.....	93\$400
Companhia Propagadora dos Vinhos e Generos Italianos. Decreto n. 571.....	88\$400	José J. Drummond. Decreto n. 375.....	6\$000
Companhia Progresso Industrial do Espirito Santo (Henrique Deslandes). Decretos ns. 392, 497, 523 e 546.....	34\$000	José Leite da Cunha Bastos. Decreto n. 694.....	7\$700
Companhia Rio de Janeiro Northern Railway (Estrada de Ferro Leopoldina) Decreto n. 734.....	9\$000	José Vergueiro. Decretos ns. 365 e 527.....	12\$800
Companhia de S. Christovão. Decreto n. 22.....	6\$000	Julio Procopio Favilla Nunes. Decreto n. 162.....	18\$000
Companhia Telephonica de São Paulo, Decreto n. 1044.....	9\$200	Justino Epaminondas de Assumpção Neves. Decretos ns. 10160, 10218 e 245.....	29\$000
Companhia União Commercial de Refinação de Assucar e Confeitarias (João Joaquim Corrêa). Decreto n. 1057.....	75\$000	Manoel Maria Bahiana. Decreto n. 616.....	9\$600
Daniel Gonçalves Teixeira de Oliveira e João Victorino da Silveira e Souza Junior. Decreto n. 331.....	8\$300	Nicolau Vergueiro Le Cocq, engenheiro. Decretos ns. 313 e 757.....	5\$600
Edgard Ferreira. Decreto n. 942 F.....	16\$600	Orozimbo Muniz Barreto. Decretos ns. 500 e 669.....	26\$900
Eduardo Mendes Limoeiro, engenheiro. Decretos ns. 10124 e 10391.....	164\$000	Paulo Alpinus, Henrique Watson e José Maximo Nogueira Penido, (Dr.) (Companhia Charuteira Fluminense). Decreto n. 475.....	70\$600
Edwin Gracie Wivatt. Decreto n. 1275.....	17\$400	Pierre Labourdenne Saint Julieu. Decreto n. 1247.....	18\$700
Empreza de Arrasamento do Morro do Castello. Decretos ns. 527 e 606.....	13\$500	Ricardo de Menezes, engenheiro. Decreto n. 886.....	24\$000
Empreza União Industrial dos E. U. do Brazil. Decreto n. 72.....	8\$000	Société Anonyme Chemins de fer Benevente & Minas. Decreto n. 270.....	5\$000
Ernani Lodi Batalha. Decretos ns. 332 e 618.....	14\$400	Société Generale des Telephones & Decreto n. 216 A.....	5\$200
Estrada de Ferro do Rio Claro (Companhia de Vias—Ferreas e Fluviaes). Decreto n. 719.....	6\$500	Theotônio Gomes Braga. Decreto n. 488.....	28\$000
Evaristo Xavier da Veiga, Raphael Augusto de Freitas e outros, (Montepio Popular) Decretos ns. 741 e 779 A.....	241\$200	Trajanô Viriato de Medeiros, (Dr.) e Alfredo Dillon. Decreto n. 1382.....	124\$600
		Victor José de Freitas Reis. Decreto n. 499.....	26\$200
		Visconde de Carvalhaes. Decreto n. 369.....	9\$200
		Visconde de S. Laurindo e Rodrigo Pereira Leite. Decreto n. 1049.....	13\$500
		Secção Central 16 de julho de 1892.—O chefe de contabilidade, J. A. Pinheiro de Carvalho.	
		Rio de Janeiro — Imprensa Nacional — 1892	